

ECR GROUPE

RÉALISATIONS 2019–2024


RÉTABLIR LE
BON SENS



TABLE DES MATIÈRES


AVANT-PROPOS 3–4


SÉCURITÉ DES FRONTIÈRES 5–6


SOUTIEN À L'UKRAINE 7–9


PROTÉGER LES CITOYENS 10–11


LIMITER LES EXCÈS VERTS 12–14


UNE EUROPE NUMÉRIQUE 15–17


SOUTENIR LA CROISSANCE 18–21


UN COMMERCE AMÉLIORÉ 22–24


UNE EUROPE EN MEILLEURE SANTÉ 25–27


AUX CÔTÉS DES AGRICULTEURS 28–34


AUCUNE RÉGION OUBLIÉE 35–36


UNE EUROPE CONNECTÉE 37–38


SOUTIEN À LA CULTURE 39–40


DROITS DES CITOYENS 41–45


MOINS DE GÂCHIS 46–48


L'UE DANS LE MONDE 49–52

AVANT-PROPOS





RÉTABLIR LE BON SENS



Chère lectrice, cher lecteur,

Le groupe ECR est apparu comme une force de centre-droit de premier plan en 2009, motivé par un mécontentement manifeste à l'égard des tendances centralisatrices de l'UE. Depuis lors, nous sommes restés fidèles à notre promesse de rétablir le bon sens dans les politiques de l'Union européenne. Dans les pages suivantes, nous aimerions vous montrer ce que nous avons réalisé au Parlement européen au cours des cinq dernières années.

Au cours de la législature 2019-2024, le groupe ECR a continué à plaider en faveur d'une Union européenne réformée selon son principe directeur de l'« euroréalisme », en équilibrant la coopération entre les États membres et la préservation de leur identité unique et de leur autonomie. C'est pourquoi nous avons également plaidé pour la décentralisation des pouvoirs vers les capitales nationales, les mairies, les familles et les individus. Le principal objectif du groupe ECR a été de concentrer les efforts de l'UE sur les domaines qui peuvent réellement bénéficier aux citoyens et à tous les États membres, en mettant l'accent sur la coopération à valeur ajoutée et en rejetant un super-État supranational.

Au Parlement européen, les membres du groupe ECR ont retroussé leurs manches et se sont attelés à la tâche pour trouver des solutions sensées de manière constructive. Leurs efforts ont abouti à des résultats qui améliorent la vie des gens au quotidien, même s'ils ne font pas toujours les gros titres des journaux et même s'ils n'ont parfois pu qu'« éviter le pire » de ce que certaines majorités trop idéologiques et déconnectées du terrain ont proposé au Parlement. Pour le groupe ECR, il est clair que l'UE doit être réformée et ramenée à son idée première : garantir la coopération prospère d'États membres égaux et souverains tout en rendant l'UE plus flexible, plus ouverte et plus dynamique sur le plan économique.

Nous nous sommes toujours opposés au courant politique dominant si nécessaire et avons défendu les valeurs familiales et la stabilité des cellules familiales, qui sont les pierres angulaires de la cohésion sociale et jouent un rôle crucial dans la promotion du bien-être individuel et de la solidarité communautaire. Nous avons également fait valoir que chaque décision prise par l'UE doit tenir compte de la valeur ajoutée qu'elle apporte aux travailleurs qui paient des impôts dans l'ensemble de l'UE.

L'engagement du groupe ECR en faveur d'un avenir meilleur et plus prospère pour l'Europe est inébranlable. Nous pensons qu'une Union européenne qui respecte les souhaits de ses citoyens, qui dépense l'argent des contribuables de manière responsable et qui défend la souveraineté des gouvernements nationaux peut construire un avenir plus solide pour tous les Européens.

Sincères salutations,

Ryszard Legutko et Nicola Procaccini
Coprésidents du groupe ECR au Parlement européen

SÉCURITÉ DES FRONTIÈRES

Nous avons été à l'avant-garde des appels en faveur d'une meilleure sécurité aux frontières

L'ECR a contribué à la lutte contre l'immigration clandestine

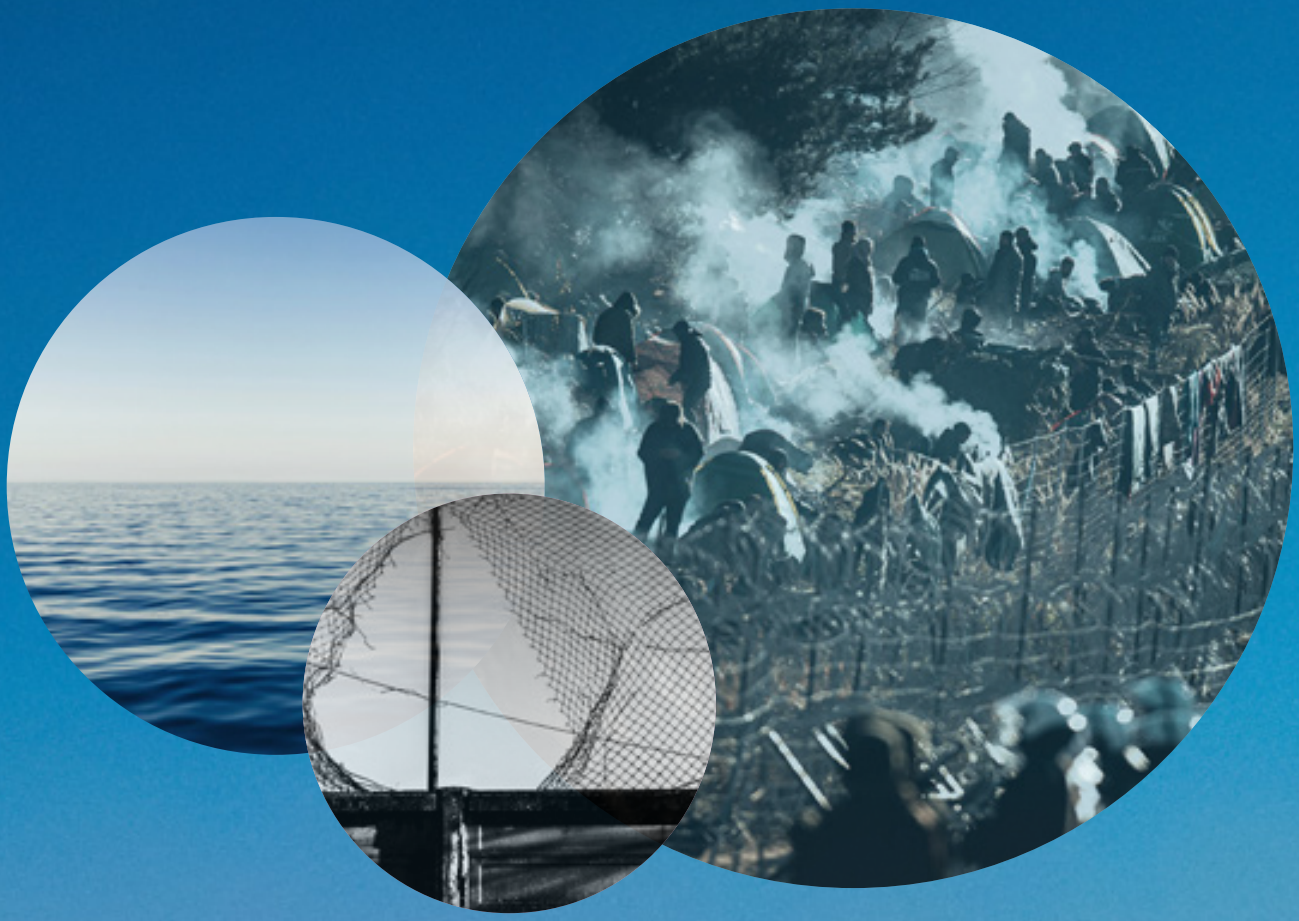
L'ECR a souligné la nécessité que le nouveau pacte sur l'asile et la migration se concentre sur les véritables problèmes de la migration. Nous considérons que le renforcement des capacités en dehors des frontières de l'UE, les partenariats avec les pays tiers et une protection plus forte des frontières extérieures sont essentiels pour une stratégie européenne en matière de migration. L'ECR s'est opposé à ce que le pacte soit surchargé de garanties concernant les droits des demandeurs d'asile. Tout en soutenant une réforme du règlement de Dublin, l'ECR a plaidé pour que l'on mette davantage l'accent sur la résolution des problèmes de migration d'un point de vue extérieur. Par le biais d'amendements, l'ECR a contribué à la position du Parlement selon laquelle les États membres devraient avoir la possibilité de créer des lieux pour les procédures frontalières sur le territoire des États membres (fiction juridique de non entrée permettant l'expulsion) et pas seulement à la frontière.

L'ECR a aidé les États membres à sécuriser leurs frontières contre les migrations instrumentalisées

La sécurisation des frontières extérieures de l'UE est essentielle pour garantir la sécurité et la libre circulation des citoyens européens au sein de l'espace Schengen. Le manque d'outils pour lutter efficacement contre l'instrumentalisation des migrants et le manque actuel de coopération de nos voisins dans la gestion des flux migratoires montrent la nécessité de modifier en profondeur les règles de l'UE en matière de migration. Dans ce contexte, l'ECR a mené plusieurs initiatives visant à mieux soutenir les États membres en première ligne avec des financements de l'UE, à construire des infrastructures adéquates, y compris des barrières physiques pour protéger nos frontières extérieures. L'ECR a également appelé à une coopération accrue avec les pays tiers, y compris la sensibilisation par le biais de campagnes d'information visant à dissuader les migrants d'entreprendre le dangereux voyage vers l'Europe. L'ECR est également favorable à ce que l'accès aux fonds de développement soit conditionné à une véritable coopération, y compris une lutte efficace contre les trafiquants d'êtres humains et les passeurs.

L'ECR a amélioré la sécurité interne grâce à Eurodac

La base de données Eurodac réformée est un élément clé du pacte sur les migrations. Elle permet de comparer les données biométriques afin d'identifier les personnes séjournant illégalement dans l'UE et de faciliter les procédures de retour. Le rapporteur ECR a dirigé l'équipe de négociation du Parlement pour parvenir à un règlement solide qui aidera les États membres dans leur lutte contre l'immigration clandestine. La nouvelle base de données abaisse l'âge de la collecte des données à six ans et introduit des alertes de sécurité pour informer les autorités compétentes qu'une personne peut représenter une menace pour la sécurité. À partir de la date d'entrée en vigueur, il sera plus difficile pour les personnes munies de faux documents ou utilisant des moyens trompeurs de se soustraire à leur identification à la demande des autorités compétentes.



L'ECR a rendu les retours de migrants illégaux plus efficaces

L'ECR a travaillé dur pour améliorer la directive sur le retour afin de rationaliser la procédure de retour des demandeurs de protection internationale déboutés à la frontière. Les principaux objectifs sont d'établir des règles plus claires pour les décisions de retour, d'améliorer l'échange d'informations entre les autorités et de gérer efficacement les retours afin de décourager l'immigration clandestine. L'ECR a appelé à l'introduction d'une option permettant aux États membres de facturer les coûts du retour forcé au ressortissant étranger et à un délai de cinq jours seulement pour les recours contre les décisions de retour. Nous pensons que les décisions de retour devraient être mutuellement reconnues par les États membres, avec un délai limité pour le départ volontaire et des garanties appropriées.

L'ECR a contribué à la numérisation de la procédure de délivrance des visas

L'ECR a soutenu les appels à la numérisation de la procédure de visa, car nous pensons que les États membres bénéficieraient d'une réduction du temps nécessaire au traitement des demandes de visa grâce à la numérisation de la procédure. Un visa numérique améliorerait la sécurité intérieure de l'espace Schengen, puisque la vignette visa ne pourrait plus être falsifiée, et réduirait considérablement la charge administrative pesant sur les autorités centrales et les consulats des États membres.

L'ECR a réussi à renforcer la protection des frontières

L'ECR a toujours soutenu que le budget de l'UE devrait fournir un financement adéquat pour rendre nos frontières extérieures plus sûres. L'ECR a soutenu l'augmentation du budget de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), qui aide les États membres à protéger les frontières extérieures et à lutter contre la criminalité transfrontalière. Il a également pris l'initiative de permettre aux contributions budgétaires de l'UE de financer la construction de clôtures frontalières. Il a également soutenu la mobilisation de fonds substantiels pour renforcer les capacités et les infrastructures de protection des frontières, les moyens de surveillance, y compris la surveillance aérienne, et l'équipement.

SOUTIEN À L'UKRAINE

Nous avons été le groupe qui s'est le plus exprimé contre l'agression russe et un allié loyal de l'Ukraine

L'ECR a été ferme avec l'Ukraine

Dès le début de la législature, l'ECR a soutenu l'intégrité territoriale et les aspirations pro-européennes de l'Ukraine. Nous avons réussi à inclure un appel à l'annulation du projet Nord Stream dans presque toutes les résolutions sur l'Ukraine ou la Russie, bien avant que d'autres forces politiques au Parlement européen ne reconnaissent la nature de la Russie de Poutine et ne commencent à faire de même. L'ECR a constamment souligné l'illégalité de l'occupation de la Crimée et soutenu les Tatars de Crimée en organisant des événements et des auditions au Parlement et dans différents États membres de l'UE. Enfin, après que la Russie a lancé sa guerre d'agression, l'ECR a été le premier groupe à demander l'aide militaire et financière la plus large possible à l'Ukraine, y compris la fourniture de chars de combat occidentaux avancés, de systèmes de défense aérienne, d'artillerie et de missiles. Nous avons également été le premier groupe à demander une mission de formation militaire pour les forces armées ukrainiennes (CSDP EUMAM Ukraine), qui a été mise en place et a formé quelque 40 000 soldats des FAU à l'entraînement aux armes combinées et spécialisées d'ici la fin de 2023. Nous avons également réussi à obtenir des sanctions plus sévères contre la Russie et à trouver un moyen d'utiliser les avoirs russes gelés pour la reconstruction de l'Ukraine.

L'ECR a soutenu le peuple ukrainien face à l'agression russe

L'ECR a été en première ligne pour plaider en faveur d'un soutien budgétaire supplémentaire de l'UE, à la fois pour aider la population civile innocente de l'Ukraine et pour fournir un soutien structurel aux forces armées ukrainiennes dans la défense de leur patrie. Dans le cadre d'un projet pilote, l'ECR a réussi à mettre à profit la vaste expérience de l'UE en matière de déminage pour développer des technologies et soutenir des activités spécifiques visant à retirer les munitions et les armes conventionnelles de la mer. En effet, la guerre actuelle laissera la mer Noire et la mer d'Azov jonchées de restes de navires et de missiles coulés, de munitions immergées et d'autres dangers qui endommagent l'environnement sous-marin et constituent une menace pour les communautés côtières.

L'ECR a mis en garde contre la Russie

L'ECR a toujours mis en garde contre un rapprochement avec la Russie et une dépendance accrue vis-à-vis d'elle en matière d'énergie et de commerce, ce qui sera encore le cas pour la plupart des anciens États membres jusqu'en 2022. Nous avons également souligné la nature agressive du régime actuel, ancré dans l'histoire et dans une mentalité impérialiste et néocoloniale. Dans le même temps, nous avons soutenu ceux qui s'opposent à Vladimir Poutine et à son régime, en accueillant de nombreux événements et invités et en travaillant en étroite collaboration avec les représentants des nations qui font partie de la Fédération de Russie mais qui préféreraient être indépendantes. L'ECR a également initié des résolutions sur l'histoire difficile et les crimes de l'Union soviétique et plus tard de la Russie, y compris les déportations, les massacres de population en Pologne et en Ukraine, et plus tard les atrocités en Tchétchénie, en Syrie et en Ukraine. L'ECR a également initié et dirigé un rapport sur l'Arctique, soulignant la nécessité de la liberté de navigation et de la sécurité des ressources, ainsi que de la coopération transatlantique et de la dissuasion contre la Russie.



L'ECR a contribué à mobiliser une aide d'urgence dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine par la Russie

Dès le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'ECR a souligné le besoin urgent d'une aide d'urgence pour les personnes fuyant le conflit. Les députés ECR ont accueilli favorablement les propositions CARE et FAST CARE de la Commission européenne, introduisant flexibilité et simplification pour réaffecter rapidement les fonds dans le cadre des règles de la politique de cohésion 2014-2020. Les règlements visent à aider les pays de l'UE à fournir une aide d'urgence rapide, y compris un hébergement temporaire, de la nourriture, de l'eau, des soins de santé et de l'éducation pour ceux qui fuient l'agression russe en Ukraine. En outre, l'allocation de 10 milliards d'euros du Fonds d'aide à la relance pour la cohésion et les territoires européens (REACT-UE) pour 2022 peut être utilisée pour de nouvelles demandes, s'alignant ainsi sur l'objectif global de relance post-pandémique.

L'ECR a contribué à renforcer l'industrie européenne de la défense

L'ECR a codirigé la loi sur le renforcement de l'industrie européenne de la défense par le biais de marchés publics communs et la loi sur le soutien à la production de munitions, qui ont permis d'obtenir 300 millions d'euros de subventions pour l'industrie européenne de la défense afin de reconstituer les stocks des États membres, tout en garantissant 500 millions d'euros de subventions pour le développement de munitions européennes afin d'assurer la poursuite de la fourniture de munitions de 155 mm à l'Ukraine. L'ECR a également mené plusieurs initiatives visant à garantir la participation de pays tiers aux projets PESCO en cours, notamment l'inclusion des États-Unis, du Canada et de la Norvège dans la Coopération structurée permanente en matière de mobilité militaire (PESCO), qui continue de soutenir et de maintenir la coopération transatlantique en matière de sécurité afin de garantir que nos alliés puissent atteindre l'Europe et y manœuvrer.Cooperation on Military Mobility (PESCO), which continues to support and maintain transatlantic security cooperation to ensure that our allies can reach and manoeuvre in Europe.



PROTÉGER LES CITOYENS

Nous avons travaillé pour protéger les citoyens

L'ECR a soutenu la lutte contre les criminels et les terroristes

Assurer la sécurité des citoyens européens est une priorité absolue pour l'ECR. Au fil des ans, nous avons travaillé dur pour sécuriser les frontières, fournir aux forces de l'ordre des outils essentiels et promouvoir la coopération transfrontalière. Les membres de l'ECR ont mené avec succès des négociations au sein du Parlement européen, qui ont abouti à une législation ayant un impact. L'une des réalisations notables est la législation qui empêche les criminels et les terroristes d'utiliser les crypto-monnaies pour financer ou dissimuler leurs profits. Nous avons également joué un rôle clé dans l'élaboration d'une législation sur les informations relatives aux personnes qui traversent nos frontières en avion. Dans les deux cas, nous avons trouvé un équilibre entre des garanties strictes en matière de protection de la vie privée et l'accès nécessaire à la police, à la justice et aux autorités frontalières. Ces mesures rendent la vie plus difficile aux criminels et aux terroristes, tout en renforçant la sécurité des citoyens respectueux de la loi.

L'ECR lutte contre le terrorisme en ligne

L'ECR a mené le travail de rapporteur sur le règlement relatif au retrait des contenus terroristes en ligne, jouant un rôle crucial dans l'élaboration de nouvelles règles qui donnent aux autorités nationales compétentes les moyens d'agir. Ces règles permettent aux autorités de demander le retrait rapide des contenus terroristes violents dans un délai d'une heure. Le règlement impose aux plateformes en ligne d'adopter une attitude proactive dans la détection et le retrait des contenus terroristes, afin de garantir une action rapide dans le délai d'une heure. Des mécanismes de plainte ont été prévus afin que les contenus retirés par erreur puissent être rétablis le plus rapidement possible. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de lutte contre le terrorisme de la Commission.





L'ECR a amélioré l'échange de données d'Eurojust

L'ECR a dirigé un rapport sur la manière dont les États membres échangent des informations sur les dossiers liés au terrorisme avec Eurojust par le biais de divers canaux. L'ancien système ne permettait pas une vérification croisée adéquate des informations. Eurojust sera désormais en mesure de jouer un rôle plus fort et plus proactif dans le soutien à la coordination et à la coopération entre les autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites en matière d'infractions terroristes.

L'ECR a renforcé la coopération nationale avec Interpol

L'ECR a rédigé un rapport identifiant les domaines dans lesquels la coopération entre les autorités policières nationales, Europol et Interpol devrait être intensifiée afin de répondre à un certain nombre de besoins opérationnels vitaux et de mettre en œuvre la législation existante pour mieux lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Frontex devrait également avoir accès aux bases de données d'Interpol et Eurojust devrait pouvoir échanger des informations opérationnelles avec Interpol. La Commission a également été invitée à examiner la possibilité d'exclure la Fédération de Russie des systèmes d'Interpol.

LIMITER LES EXCÈS VERTS

Nous avons défendu les intérêts des entreprises et des citoyens contre les excès du Pacte vert

L'ECR a appelé à une approche raisonnable et réalisable de la politique climatique de l'UE

L'ECR s'attache à garantir que la politique climatique de l'UE repose sur des données solides et des objectifs réalistes. Nous pensons que la flexibilité est essentielle pour que les États membres, les villes et les régions de l'UE puissent atteindre ces objectifs. Contrairement à d'autres groupes, l'ECR a choisi de ne pas approuver la loi européenne sur le climat, citant des préoccupations concernant de nouvelles structures administratives coûteuses et l'inclusion d'un objectif climatique intermédiaire pour 2040. Pour l'ECR, de telles mesures pourraient éclipser les efforts déployés pour atteindre l'objectif actuel de 2030 et prédéterminer hâtivement les exigences politiques pour parvenir à des émissions nettes nulles d'ici le milieu du siècle. Au début de 2023, l'ECR n'a pas soutenu le paquet de mesures « Fit for 55 », émettant des réserves quant à l'augmentation potentielle des coûts et des charges administratives pour les secteurs qui seraient concernés. Bien que l'ECR ait reconnu le rôle d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) dans la lutte contre les fuites de carbone, nous avons exprimé des inquiétudes quant à la conception globale de la politique et à son potentiel d'augmentation des coûts pour l'industrie et de non-conformité avec les règles de l'OMC. L'ECR a également des doutes sur les changements apportés au nouveau système d'échange de quotas d'émission (ETS), car il représente une charge administrative potentielle pour les industries pendant la période de reprise post-pandémique. Malgré l'obtention de concessions importantes sur le champ d'application et le financement, l'ECR n'a pas approuvé l'accord. Nous pensons que le système d'échange de quotas d'émission doit être conçu de manière à favoriser un équilibre sain entre la protection de l'environnement et la croissance économique. Enfin, l'ECR a rejeté le règlement sur les émissions de CO2 des voitures et des camionnettes, jugeant inacceptable la voie vers zéro émission de CO2 et l'électrification complète de tous les nouveaux véhicules commerciaux légers d'ici 2035, en raison des préoccupations liées à la pénurie de matières premières et aux pertes d'emplois potentielles dans l'industrie automobile.



L'ECR a été à l'origine de solutions de bon sens dans l'élaboration des normes d'émission des véhicules Euro 7

L'ECR a joué un rôle crucial dans l'élaboration des normes d'émission des véhicules Euro 7, garantissant des limites de pollution réalistes et réalisables pour les différents types de véhicules. Cette législation, qui couvre les voitures, les camionnettes, les bus et les camions, introduit des réglementations pour les véhicules électriques, abordant des questions telles que la pollution particulaire due à l'usure des freins, les micro-plastiques dus à l'abrasion des pneus et la durabilité des batteries. L'ECR a injecté du bon sens dans ce qui était une proposition trop ambitieuse de la Commission et s'est opposé à des changements importants des normes relatives aux moteurs à combustion avant l'électrification généralisée en 2035, dans le but d'équilibrer les objectifs environnementaux et les intérêts de l'industrie. En collaboration avec d'autres groupes politiques, l'ECR a obtenu du Parlement un mandat de négociation fort avec des objectifs réalistes de réduction des émissions, des calendriers réalisables et des mesures d'essai rentables. Le Conseil a partagé les inquiétudes du Parlement quant à une réglementation excessive du secteur avant l'électrification. Il a donc adopté une position de négociation similaire qui a conduit à un accord rapide et équitable au bénéfice des consommateurs, de l'environnement et de l'industrie automobile.

L'ECR a appelé à des alternatives à la doctrine du « tout électrique » du Pacte vert

Au cours des travaux du Parlement européen sur le règlement relatif à l'infrastructure pour les carburants alternatifs (AFIR), l'ECR a fortement insisté sur la nécessité d'une approche technologiquement neutre. Malgré son plaidoyer, le texte final est resté disproportionné en faveur d'un passage immédiat à l'électricité, soulevant des inquiétudes quant à la dépendance à l'égard de la Chine. L'ECR a critiqué le règlement pour son approche idéologique, préconisant une transition vers le tout électrique sans tenir compte des dépendances potentielles et de la crise énergétique actuelle. Nous sommes déterminés à résister aux efforts visant à relancer le Pacte vert, que nous considérons comme un échec politique idéologique aux conséquences potentiellement désastreuses. L'ECR met en garde contre les objectifs trop ambitieux qui sont déconnectés de la réalité et risquent de rendre la transition irréalisable.

L'ECR a soutenu l'énergie nucléaire et la neutralité technologique

Dans tous les domaines de la réglementation sur la finance durable, l'ECR a négocié en faveur d'un rôle important pour l'énergie nucléaire, car elle fournit une capacité pilote et assure ainsi de manière significative l'approvisionnement en électricité sans énergie fossile de l'Europe. L'ECR a contribué à plusieurs reprises à renforcer le rôle de l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie abordable, fiable, non fossile et sûre dans les bouquets énergétiques des États membres. En travaillant à la création d'obligations vertes européennes, l'ECR a réussi à atténuer l'idéologie excessive et la discrimination à l'encontre du gaz et de l'énergie nucléaire.





L'ECR a trouvé un équilibre en matière de durabilité

L'ECR est favorable à la promotion des pratiques durables par le biais de la conception circulaire, mais souligne que la législation doit être proportionnée et ne pas être trop contraignante pour les fabricants, les entreprises ou les consommateurs. En juillet 2023, l'ECR a exprimé de sérieuses inquiétudes concernant le règlement sur l'écoconception des produits durables et a rejeté un mandat de négociation trop ambitieux qui avait reçu un large soutien de la part d'autres groupes politiques. L'ECR a travaillé avec le Conseil pour répondre aux préoccupations liées aux charges administratives, aux perturbations potentielles de la fabrication et de l'innovation, et aux conflits potentiels avec la législation existante.

L'ECR fait campagne pour un juste équilibre dans la réglementation sur les déchets d'emballages

L'ECR a permis d'éviter que les nouvelles exigences du règlement sur les déchets d'emballages, telles que les quotas de remplissage et les interdictions, ne soient irréalisables et excessivement coûteuses pour certains États membres, producteurs et consommateurs. L'accord constitue désormais une étape importante dans la lutte contre l'impact environnemental des déchets d'emballages excessifs et dans la promotion d'un avenir durable pour les producteurs et les détaillants. Il exige que les emballages soient recyclables et que la présence de substances nocives soit réduite au minimum. Il fixe également des objectifs spécifiques de réutilisation, limite certains types d'emballages à usage unique et exige des entreprises qu'elles réduisent au minimum leur utilisation d'emballages. En outre, l'accord sensibilise les consommateurs en introduisant des exigences normalisées en matière d'étiquetage informatif.

L'ECR soutient les travailleurs et les entreprises

L'ECR a joué un rôle clé dans les négociations sur le Fonds de transition juste (FTC), la principale composante du mécanisme de transition juste. Cet outil vise à soutenir les régions, les industries et les travailleurs confrontés à des difficultés dans la mise en œuvre du marché vert européen. Le paquet d'investissement, d'un montant total de 17,5 milliards d'euros, provient du cadre financier pluriannuel 2021-2027 et de l'instrument européen de relance. L'ECR a travaillé avec diligence pour permettre un soutien aux entreprises en difficulté financière dans le cadre des règles temporaires de l'UE en matière d'aides d'État. Des exceptions supplémentaires ont été obtenues pour les projets de gaz naturel remplaçant le chauffage au charbon, la modernisation des infrastructures gazières pour les énergies renouvelables et l'acquisition de véhicules propres pour la protection civile et les services d'incendie. and fire services.

UNE EUROPE NUMÉRIQUE

Nous avons fait du monde numérique une priorité

L'ECR a demandé un cadre éthique pour l'intelligence artificielle

L'ECR a soutenu les appels à l'établissement d'un cadre juridique européen dans le domaine de l'intelligence artificielle capable de relever les défis de l'avenir, en particulier en ce qui concerne les principes éthiques pour le développement, la diffusion et l'utilisation de l'intelligence artificielle, de la robotique et des technologies connexes. Nous avons œuvré pour réaffirmer le rôle central et irremplaçable du contrôle humain et d'une approche centrée sur l'homme.

L'ECR a promu la liberté, la transparence et la protection des consommateurs dans le domaine numérique

Au cours de la législature 2019-2023, le travail de l'ECR dans le domaine de la politique numérique - couvrant la loi sur l'IA, la loi sur les services numériques (DSA) et la loi sur les données - a été guidé par un engagement à équilibrer le besoin de réglementation avec l'impératif de favoriser l'innovation, conformément aux principes de l'ECR. Dans les différents dossiers législatifs, nous avons toujours défendu la cause de la liberté d'expression et de la transparence. Dans le cadre de l'ASD, l'ECR a veillé à ce que les règlements répondent aux défis posés par les grandes plateformes en ligne sans restreindre la liberté d'expression. Nos efforts ont abouti à des dispositions permettant aux utilisateurs de contester les décisions de modération de contenu et garantissant une plus grande transparence des politiques de modération internes des plateformes en ligne. Nous nous sommes opposés avec succès à l'introduction d'une surveillance de masse de l'internet, une mesure qui aurait pu limiter les libertés des citoyens.

L'ECR a assuré la protection des consommateurs dans la loi sur les services numériques (DSA)

Dans tous nos cadres législatifs, nous avons cherché à faire en sorte que la protection des consommateurs ne soit pas négligée. Dans l'ASD, nous nous sommes attachés à mieux lutter contre les interfaces utilisateur soigneusement conçues pour tromper les utilisateurs et à mettre en place des garanties supplémentaires pour les produits vendus sur les places de marché, afin de prévenir les abus des consommateurs dans l'espace numérique, mais aussi d'éviter une hausse des prix et un choix plus limité pour les consommateurs. En outre, dans le règlement relatif à la sécurité générale des produits, nous avons veillé à ce que les places de marché en ligne respectent des normes de sécurité strictes tout en préservant leurs modèles commerciaux. Nous avons refusé de transformer ces plateformes en simples boutiques en ligne. Cet équilibre est essentiel pour maintenir une option d'achat compétitive et pratique qui profite aux consommateurs et maintient les prix à un niveau bas. L'ECR a également été en mesure de conserver ses amendements visant à développer la capacité numérique des autorités de surveillance du marché, ce qui sera essentiel pour détecter et retirer avec succès les produits dangereux du marché.




RÉTABLIR LE
BON SENS

L'ECR a plaidé en faveur de systèmes d'intelligence artificielle (IA) transparents

Nous avons plaidé en faveur de la transparence dans les systèmes d'IA, en particulier dans les systèmes d'IA fondamentaux et à usage général tels que ChatGPT. L'ECR a veillé à ce que le développement de l'IA soit transparent et responsable, conformément à notre engagement en faveur des libertés individuelles et de la responsabilité démocratique. Nous considérons l'IA comme un moteur de croissance et de prospérité, à condition qu'elle fasse l'objet d'un contrôle approprié. L'ECR a rejeté l'utilisation de systèmes d'IA puissants à des fins de surveillance sociale ou de surveillance de masse qui pourraient décourager la participation à des manifestations ou l'opposition générale à des politiques publiques controversées, où le politiquement correct et l'idéologie l'emportent sur le bon sens.

L'ECR a franchi les barrières du géo-blocage

L'ECR a mené l'évaluation de la mise en œuvre des règles de géo-blocage dans le cadre de son programme plus large sur le commerce transfrontalier et l'intégration du marché numérique. Grâce à une approche équilibrée, en particulier dans le domaine complexe des contenus audiovisuels, l'ECR a démontré qu'il était possible d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes, en tenant compte de la dynamique propre aux différents secteurs. L'accent a été mis sur la réduction du géo-blocage, en particulier pour les citoyens de l'UE, et sur la garantie d'un accès aux divertissements et aux informations dans leur langue nationale. La complexité des droits d'auteur et des accords de licence a été reconnue et une approche équilibrée a été recherchée afin de promouvoir le choix des consommateurs sans mettre en péril les industries créatives et leur contribution économique.

L'ECR a favorisé l'innovation et la compétitivité sur le marché numérique

La reconnaissance de l'importance des services en nuage dans la loi sur les données était une étape cruciale pour le développement d'applications avancées ou de l'IA. L'ECR a recentré la proposition de la Commission pour mieux répondre aux besoins des entreprises clientes, en veillant à ce que les clients de l'UE puissent continuer à choisir parmi les technologies les plus avancées sur le marché. Cette approche a nécessité une série de négociations intenses. En fin de compte, l'ECR a réussi à créer plus de flexibilité entre les fournisseurs et les clients, à maintenir les canaux d'innovation ouverts et à préserver la liberté de faire des affaires dans l'UE pour tous les acteurs du marché.

L'ECR a amélioré les bacs à sable réglementaires pour l'intelligence artificielle

Dans la loi sur l'intelligence artificielle, notre recherche de bacs à sable réglementaires est un exemple de notre engagement en faveur de l'innovation. Ces bacs à sable permettent de tester les systèmes d'IA dans des environnements contrôlés, ce qui favorise le progrès technologique tout en gérant les risques potentiels. L'ECR est fier que la Commission ait décidé de reprendre notre idée, qui a d'abord été proposée et incluse dans le rapport d'initiative du Parlement sur la sécurité des produits en 2020.



SOUTENIR LA CROISSANCE

Nous avons proposé des politiques saines, pragmatiques et non idéologiques pour stimuler la croissance

L'ECR a révisé la législation de l'UE

Conformément aux principes d'efficacité du marché, de politique fondée sur des données probantes et de prudence réglementaire, l'ECR a réussi à inclure des clauses d'examen stratégique dans la législation européenne. Ces clauses requièrent une évaluation minutieuse de l'efficacité de dispositions spécifiques et de leur impact sur les citoyens et les entreprises. Les clauses de révision permettront d'évaluer si la législation est, dans la pratique, efficace, si elle atteint ses objectifs et si elle est en phase avec les réalités du marché et les avancées technologiques. Il s'agit d'une occasion importante de rendre la législation européenne plus cohérente avec les principes d'ouverture du marché, de concurrence loyale et de choix du consommateur.

L'ECR a favorisé un marché unique ouvert

L'ECR a fortement influencé l'agenda de la Commission, notamment par le biais de rapports d'initiative, en donnant la priorité à un marché intérieur ouvert et compétitif. Cette priorité implique la suppression des barrières sur le marché des services, la réduction des obstacles non tarifaires et le renforcement de la capacité numérique de l'administration. Guidé par ces principes, l'ECR a démontré son engagement en faveur de la réalisation la plus importante de l'UE, le marché intérieur. Notre objectif est de défendre les quatre libertés, en favorisant un marché unique fondé sur des règles non discriminatoires qui profitent à tous les États membres, aux entreprises, aux consommateurs et à l'économie européenne dans son ensemble. L'engagement indéfectible de l'ECR en faveur du marché intérieur a conduit à la création de la task-force chargée de l'application des règles du marché unique et à la formulation de rapports cruciaux sur l'avenir du marché unique. Un exemple est le rapport sur la suppression des barrières non tarifaires et non fiscales dans le marché intérieur et le renforcement de la libre-circulation des services, dans lequel nous avons fait des recommandations claires à la Commission sur ce qui doit être fait pour permettre aux entreprises de mieux bénéficier du potentiel inexploité de l'intégration numérique dans le secteur des services.

L'ECR s'est battu contre la directive sur la diligence raisonnable afin d'éviter toute paperasserie inutile

L'ECR a été le groupe le plus critique à l'égard de la nouvelle directive sur le devoir de diligence (CSDDD), soulignant que la proposition sera très difficile à mettre en œuvre, en particulier pour les PME, car les chaînes d'approvisionnement sont complexes et se composent de centaines, voire de milliers d'entreprises. Par conséquent, le devoir de diligence ne devrait s'appliquer qu'à la partie amont de la chaîne d'approvisionnement. Étant donné que l'UE dispose déjà d'un niveau très élevé en matière de droits de l'homme, de normes environnementales et de cadres juridiquement contraignants, les entreprises basées dans l'UE devraient être présumées agir conformément au droit national et au droit communautaire. Les chaînes d'approvisionnement au sein de l'UE devraient donc être exclues du champ d'application de la directive.





L'ECR protège la propriété intellectuelle

Les industries à forte intensité de propriété intellectuelle représentent 45 % du PIB total de l'UE et 93% des exportations totales de l'UE, tandis que la valeur ajoutée de la propriété intellectuelle augmente dans la plupart des écosystèmes industriels européens. L'ECR a fait un effort particulier pour souligner l'importance du soutien financier aux PME pour la protection et l'examen de la propriété intellectuelle, ainsi que pour l'aide au dépôt rapide de marques ou de dessins et modèles. Auparavant, la législation européenne ne protégeait les indications géographiques (IG) que pour les produits agricoles, les denrées alimentaires, les vins et les spiritueux, et il n'existait aucun mécanisme au niveau de l'UE pour protéger les noms des produits artisanaux et industriels. Le règlement ECR a réussi à rendre la protection des IG directement applicable à ces produits. Les producteurs pourront certifier le lien entre la qualité et l'origine géographique, sauvegardant ainsi les savoir-faire et les traditions locales spécifiques.

L'ECR a contribué à rendre les règles relatives aux fonds d'investissement plus souples et plus favorables aux entreprises

L'ECR a négocié avec succès une révision des règles relatives aux fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF). Il sera plus facile pour les petits investisseurs de placer leur épargne dans une classe d'actifs bien diversifiée, sous réserve de garanties appropriées en matière de protection des investisseurs. Les entreprises de l'UE auront un meilleur accès à des financements à long terme plus stables et plus diversifiés, ce qui profitera à l'économie de l'UE dans son ensemble. Selon les estimations de l'industrie, la réforme menée par ECR pourrait conduire à un financement privé supplémentaire de 100 milliards d'euros au cours des cinq prochaines années dans des domaines tels que les projets d'infrastructure, l'immobilier et les PME.

L'ECR a rendu les paiements plus fluides et plus rapides pour les consommateurs et les entreprises

Grâce aux travaux de l'ECR, les banques de l'UE seront tenues d'offrir à leurs clients des services de paiement instantané sans frais supplémentaires et dans des délais stricts. L'argent devra être transféré en moins de dix secondes à tout moment de la journée, y compris en dehors des heures de bureau, non seulement à l'intérieur d'un même pays, mais aussi vers un autre État membre de l'UE. Les clients bénéficieront d'options de paiement plus souples, les entreprises verront leurs coûts diminuer et les systèmes de paiement de l'UE dans leur ensemble deviendront plus compétitifs. Le règlement a également garanti que, sous certaines conditions, les entreprises fintech auront un accès direct à l'infrastructure de paiement de la Banque centrale européenne, plutôt que de devoir payer les banques pour qu'elles le fassent à leur place.

L'ECR a contribué à établir des règles claires pour le crowdfunding

Avec l'aide du règlement européen, une approche harmonisée a été établie avec un ensemble unique de règles pour les services de crowdfunding opérant dans l'UE, sans possibilité pour la législation nationale de s'écarter du règlement. Le crowdfunding étant souvent une option de financement attrayante pour les start-ups et les PME, un niveau élevé de protection des consommateurs fait également partie du paquet.

L'ECR a prôné le réalisme et la neutralité technologique dans la réglementation de la finance durable

L'une des principales priorités de l'ECR était de réduire une grande partie de la réglementation étouffante que l'UE a adoptée et appliquée aux entreprises, tout en veillant à ce que cela ne se reproduise pas à l'avenir. En veillant à ce que l'UE soit tenue de rendre des comptes sur les réglementations inutiles en matière de finance durable, les entreprises seront mieux à même de se développer, de rester compétitives et rentables, et de créer davantage d'emplois. L'ECR a souligné la nécessité de contrebalancer l'accent mis sur des secteurs verts spécifiques, en promouvant l'innovation dans divers domaines afin d'assurer une croissance économique plus large.



L'ECR a permis de créer un marché numérique équitable et ouvert

Tout au long de nos travaux sur la loi sur les services numériques (DSA), nous avons veillé à respecter les principes de la responsabilité limitée et du pays d'origine, qui sont les pierres angulaires d'un marché numérique équitable et ouvert en Europe. Nos efforts ont permis de garantir que ces principes restent intacts pour les PME, favorisant ainsi un environnement numérique dans lequel les entreprises peuvent prospérer sans subir de charges réglementaires excessives. Dans la loi sur les données, notre plaidoyer contre les coûts de mise en conformité excessifs et notre soutien aux stratégies multi-cloud reflètent notre engagement en faveur d'une économie ouverte et compétitive. Nous avons également veillé à ce que la réglementation ne pèse pas inutilement sur les petites entreprises, afin de promouvoir un marché numérique diversifié et dynamique.

L'ECR a façonné la normalisation de l'UE

L'ECR a contribué à façonner l'approche du Parlement européen en matière de normalisation, conformément à nos valeurs fondamentales d'efficacité du marché et de coopération géopolitique stratégique. Relever les défis posés par les technologies de rupture telles que l'IA et la dépendance croissante à l'égard des outils numériques nécessite une approche collaborative avec nos partenaires mondiaux. Notre engagement est clairement exprimé dans un rapport ECR sur la stratégie de normalisation du marché intérieur et dans notre participation active au règlement sur la normalisation européenne. Nous avons souligné l'importance d'un marché européen ouvert et compétitif qui collabore efficacement avec ses homologues mondiaux. Rejetant la proposition de la Commission d'isoler certaines entreprises en fonction de leur pays d'établissement, à moins que cela ne menace la sécurité nationale, l'ECR a défendu les partenariats avec les partenaires de la communauté transatlantique et les pays asiatiques alliés. Nous avons plaidé en faveur de la coopération et d'une concurrence saine, en décourageant l'utilisation des normes comme obstacle à l'accès au marché. L'une des principales réalisations de l'ECR est que les recommandations du Parlement ont mis l'accent sur le renforcement de la voix des PME, rendant le processus de normalisation plus démocratique et plus représentatif des divers besoins du marché.

L'ECR a aidé les PME à s'y retrouver dans la nouvelle législation sur le travail forcé

En ce qui concerne le nouveau règlement interdisant les produits nationaux et importés qui ont été produits entièrement ou partiellement en utilisant le travail forcé, l'ECR a souligné la nécessité d'une étude d'impact sur la façon dont la législation sur le travail forcé affecterait l'économie européenne. Dans le cadre de nos efforts, nous avons réussi à pousser la Commission à produire des lignes directrices spécifiquement conçues pour aider les PME à naviguer dans la mise en œuvre de ces règles. Bien qu'il puisse y avoir des réserves concernant les effets potentiels des nouvelles règles sur le marché intérieur, en particulier pour les PME et les consommateurs européens, l'ECR soutient l'objectif du règlement et condamne le travail forcé sous toutes ses formes.



UN COMMERCE AMÉLIORÉ

Nous avons été la voix la plus forte en faveur d'une vision audacieuse du commerce

L'ECR a soutenu l'autonomie stratégique ouverte

À la suite de la crise de Covid-19 et de la brutale agression russe en Ukraine, il est devenu évident que la mondialisation telle que nous la connaissons, avec son modèle de flux tendu, est mise à mal, l'UE étant confrontée à diverses vulnérabilités au niveau de sa chaîne d'approvisionnement. L'ECR a donc soutenu le concept d'autonomie stratégique ouverte, qui encourage la relocalisation de la production clé dans l'UE-27, tout en réduisant les risques de nos chaînes d'approvisionnement vulnérables sans tomber dans le piège du protectionnisme.

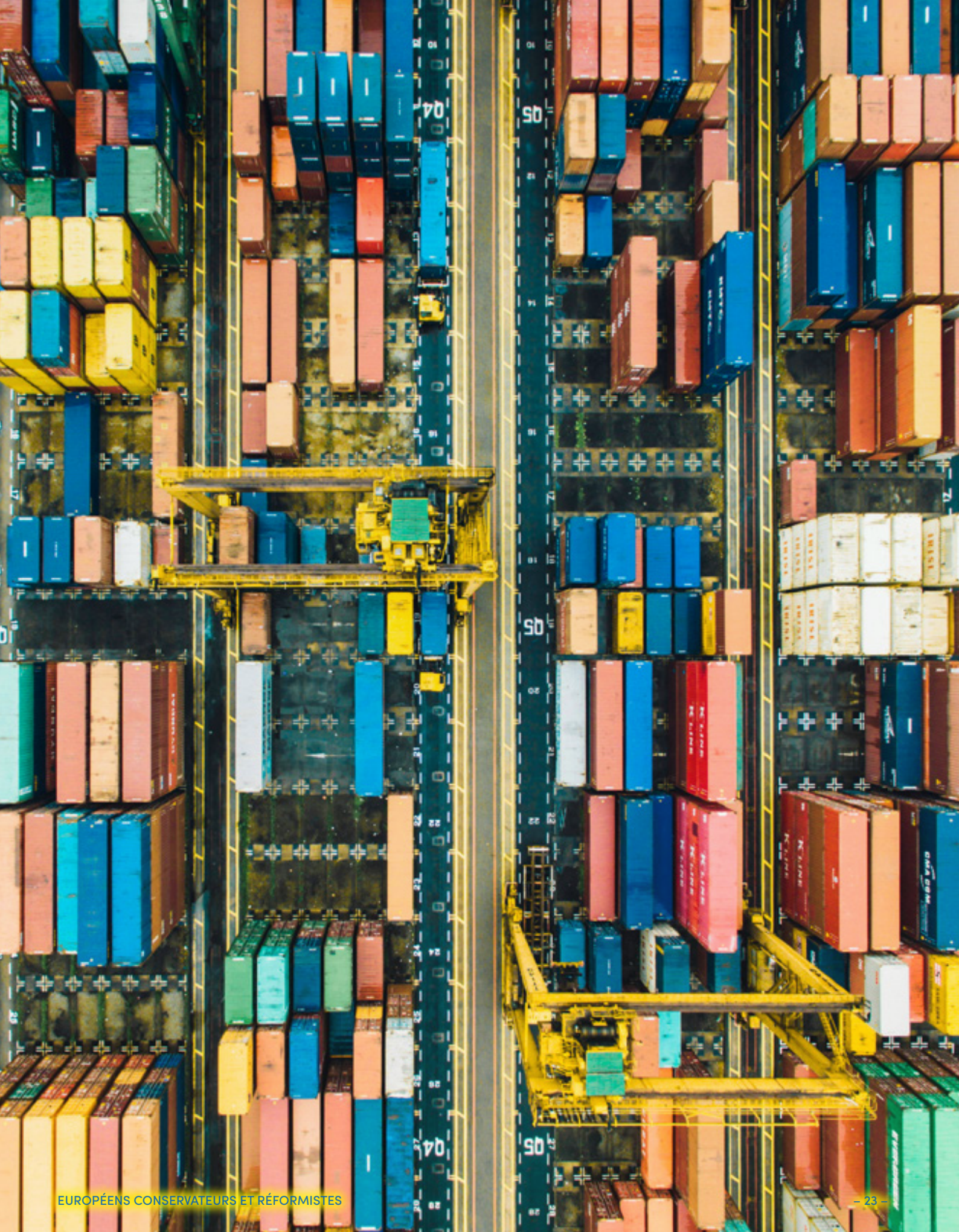
L'ECR a encouragé la conclusion d'accords de libre-échange et de protection des investissements entre l'UE et le Viêt Nam

Tout au long de son mandat, l'ECR a défendu un commerce ouvert et fondé sur des règles. Un commerce plus ouvert signifie plus d'emplois, plus d'opportunités commerciales, une plus grande diversification de nos chaînes d'approvisionnement et des marchandises moins chères. L'ECR a été à l'origine de l'accord commercial le plus complet jamais conclu avec un pays en développement : l'accord de libre-échange et d'investissement entre l'UE et le Viêt Nam. Nous avons réussi à faire adopter ces accords par le Parlement européen à un moment difficile où d'autres groupes politiques étaient beaucoup moins favorables aux nouveaux accords commerciaux de l'UE et privilégiaient un modèle commercial fondé sur les sanctions.

L'ECR a approuvé les accords commerciaux entre l'UE et la Nouvelle-Zélande et entre l'UE et le Chili

L'ECR a également soutenu l'adoption des accords commerciaux entre l'UE et la Nouvelle-Zélande et entre l'UE et le Chili. Il est toutefois regrettable que seuls trois nouveaux accords commerciaux aient été ratifiés au cours de ce mandat, ce qui a empêché de progresser dans la conclusion de nouveaux accords importants en matière de commerce et d'investissement avec des partenaires clés. Les députés européens ECR ont été à l'avant-garde de la promotion de nouveaux accords ambitieux et bénéfiques pour les deux parties.





L'ECR a soutenu l'accord de commerce et de coopération avec le Royaume-Uni et la création d'un conseil du commerce et de la technologie à part entière avec les États-Unis

Reconnaissant l'importance de renforcer davantage la relation transatlantique, l'ECR a pleinement soutenu l'accord de commerce et de coopération (ACC) et l'accord-cadre de Windsor qui a suivi, qui maximise le commerce sans friction entre l'UE et le Royaume-Uni. Nous avons également été à l'avant-garde des appels à la création d'un Conseil du commerce et de la technologie à part entière avec les États-Unis.

L'ECR a amélioré les relations avec l'Inde en matière de commerce, d'indications géographiques et d'investissement

L'ECR s'est concentré sur la région indo-pacifique, qui connaît une croissance rapide. Nous avons non seulement obtenu le statut de rapporteur pour un rapport ambitieux et tourné vers l'avenir sur les relations UE-Indo-Pacifique, mais nous avons également pris l'initiative de promouvoir des relations plus étroites entre l'UE et l'Inde. L'ECR a également obtenu le statut de rapporteur pour la conclusion d'accords de libre-échange, d'investissement et d'indication géographique ambitieux et complets entre l'UE et l'Inde, qui ont bénéficié d'un fort soutien en plénière. En outre, l'ECR a fortement soutenu la création d'un Conseil du commerce et de la technologie avec l'Inde.

L'ECR a protégé les entreprises de l'UE contre la concurrence déloyale

Afin de mieux protéger les entreprises et les emplois de l'UE contre la concurrence déloyale, l'ECR a soutenu plusieurs nouveaux instruments autonomes de l'UE, tels que le nouvel instrument européen de lutte contre la coercition, l'instrument sur les subventions étrangères et l'instrument sur les marchés publics internationaux. L'ECR a également salué la création d'un service d'application des règles commerciales plus fort au sein de la Commission afin de garantir des conditions de concurrence équitables pour les entreprises de l'UE dans le monde entier. En ce qui concerne la réforme du système de préférences généralisées (SPG), l'ECR continuera à soutenir la proposition de la Commission de lier les préférences commerciales du SPG à la coopération des pays bénéficiaires en matière de migration et de réadmission des demandeurs d'asile déboutés.

L'ECR a encouragé la réforme de l'Organisation mondiale du commerce

L'ECR reconnaît que le libre-échange et la mondialisation doivent profiter à tous et que les législateurs doivent tenir compte de l'impact de tout accord commercial international sur les salaires, les emplois, l'industrie locale et l'avenir de l'économie de l'UE. C'est pourquoi nous pensons que l'UE, avec des alliés stratégiques tels que les États-Unis et le Royaume-Uni, devrait prendre l'initiative de promouvoir une réforme de l'Organisation mondiale du commerce à l'épreuve du temps, comprenant un organe d'appel performant et un système de règlement des différends à deux niveaux.



UNE EUROPE EN MEILLEURE SANTÉ

Nous avons joué un rôle clé dans la protection de la santé des citoyens

L'ECR a contribué à répondre à l'urgence Covid-19

Pendant la crise du Covid-19, l'ECR a contribué à accélérer l'approbation de l'« Initiative d'investissement dans la lutte contre le coronavirus » (CRII) et de l'« Initiative d'investissement dans la lutte contre le coronavirus Plus » (CRII+). Les députés européens ECR ont activement soutenu et salué les propositions de la Commission, contribuant ainsi à l'adoption rapide de réglementations pendant la crise. Soulignant la nécessité de rationaliser la politique de cohésion, l'ECR a insisté sur l'importance de la simplification et de la flexibilité dans l'utilisation des ressources pour répondre aux besoins réels des États membres et de leurs régions constitutives.

L'ECR a contribué à gérer la crise avec cohésion et efficacité

Dans le contexte de la pandémie de grippe aviaire, l'ECR a joué un rôle essentiel dans l'adoption rapide du règlement REACT-UE. Ce programme d'aide de 47,5 milliards d'euros, acheminé par les Fonds structurels européens, a alloué 37,5 milliards d'euros pour 2021 et 10 milliards d'euros pour 2022. Les fonds REACT-UE ont été déployés pour apporter un soutien immédiat à l'économie en réponse à la pandémie, en abordant des questions telles que le maintien et la création d'emplois, l'emploi des jeunes, les systèmes de santé et le financement des petites et moyennes entreprises. L'ECR a collaboré activement avec d'autres groupes politiques pour garantir l'inclusion de tous les secteurs touchés, tels que le tourisme et la culture, dans le fonds.

L'ECR a renforcé le mandat de l'ECDC pour une prévention et un contrôle efficaces des maladies

L'ECR a pris l'initiative de négocier le mandat du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). L'accord qui en a résulté a apporté d'importantes mises à jour aux stratégies de surveillance, d'alerte précoce et de réaction. Il a créé une task force européenne sur la santé et a chargé l'ECDC de développer des plateformes numériques. L'influence de l'ECR a garanti l'alignement du Centre sur l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'accord donne la priorité au traitement des données personnelles uniquement lorsque cela est strictement nécessaire. Il est important de noter que l'ECR a veillé à ce que les actions de l'UE soutiennent et coordonnent celles des États membres, reconnaissant ainsi les limites des efforts déployés au seul niveau national.





L'ECR a renforcé la préparation de l'EMA aux urgences en matière de santé publique

L'ECR a également joué un rôle essentiel dans le renforcement de la capacité de l'Agence européenne des médicaments (EMA) à répondre aux urgences de santé publique telles que le Covid-19. Grâce aux efforts de l'ECR, l'EMA est désormais mieux équipée pour surveiller et traiter les pénuries de produits médicaux critiques, faciliter le développement en temps voulu de médicaments sûrs et efficaces, et veiller à ce que des groupes d'experts évaluent les dispositifs médicaux à haut risque afin de fournir des conseils cruciaux sur la préparation et la gestion des crises.

L'ECR a permis de se préparer à de futures crises de santé publique

L'ECR a joué un rôle crucial dans l'élaboration d'un plan européen coordonné, lié aux plans nationaux, pour faire face aux graves menaces sanitaires transfrontalières et renforcer le cadre de préparation aux crises. Au niveau de l'UE, la Commission est habilitée à reconnaître une urgence de santé publique, ce qui active les mécanismes de surveillance des pénuries de médicaments ou le soutien du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). Le Comité de sécurité sanitaire (CSS) du Conseil joue un rôle crucial dans le renforcement de la coordination et de l'échange d'informations sur les activités nationales de préparation. Grâce à son expertise, il veille à ce que des mesures efficaces soient prises pour préserver la santé publique.



L'ECR a soutenu tous les efforts déployés pour vaincre le cancer

L'ECR a joué un rôle central et influent au sein du comité spécial « Vaincre le cancer ». Grâce à la participation active de l'ECR, le rapport final sur la prévention, le diagnostic, le traitement et la prise en charge du cancer comporte désormais des améliorations significatives. Notre rôle central dans l'élaboration des recommandations du rapport démontre l'engagement inébranlable de l'ECR en faveur de l'amélioration des résultats des soins contre le cancer.

L'ECR a contribué à la création d'un marché unique des médicaments dans l'UE

L'ECR a contribué de manière significative à la mise à jour de la législation pharmaceutique de l'UE afin de rendre les médicaments plus accessibles, plus disponibles et plus abordables pour les patients de l'ensemble de l'UE. Cela implique la mise en place d'un cadre réglementaire compétitif pour améliorer le contrôle de l'impact environnemental de la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique et, à terme, la mise en place d'un marché unifié des médicaments dans l'UE.

L'ECR s'est attaqué aux risques liés à l'amiante

Bien qu'interdit dans l'UE, l'amiante reste la principale cause de cancer lié au travail, représentant 78 % des cancers professionnels dans les États membres de l'UE. L'ECR a soutenu un rapport appelant à une meilleure protection et a approuvé une réduction par dix de la valeur limite d'exposition professionnelle. Les États membres disposent d'un délai suffisant pour introduire une technologie avancée (microscopie électronique) permettant de détecter des fibres d'amiante plus petites, une mesure qui améliorera la protection des travailleurs à l'avenir.

AUX CÔTÉS DES AGRICULTEURS

Nous avons défendu nos agriculteurs et nos pêcheurs

L'ECR a toujours défendu les agriculteurs pour qu'ils ne soient pas victimes du Pacte vert

L'ECR s'est efforcé de veiller à ce que l'approvisionnement en denrées alimentaires se fasse de la manière la plus durable possible sur le plan économique. L'ECR a fait campagne pour une approche scientifique du Pacte vert et, en particulier, de son impact sur la production alimentaire et les revenus des agriculteurs. Les membres de l'ECR ont été les premiers à insister pour que la Commission européenne réalise une évaluation supplémentaire et cumulative de l'impact des initiatives du Pacte vert, en particulier celles liées à la stratégie « De la ferme à la fourchette ».

L'ECR a insisté sur le réalisme contre la stratégie européenne « de la ferme à la fourchette »

L'ECR s'est opposé à l'approche ciblée de la stratégie « de la ferme à la fourchette » visant à réduire l'utilisation des pesticides, s'inquiétant des preuves douteuses qui sous-tendent le projet de législation et de son incapacité à prendre en compte les diverses conditions de l'agriculture européenne. Tout en soutenant l'agriculture durable, l'ECR a souligné la nécessité d'une approche holistique qui prenne en compte les facteurs environnementaux, sanitaires, économiques et de biodiversité. La législation qui sous-tend la stratégie se heurte à d'importants obstacles liés aux coûts, qui affectent négativement à la fois les producteurs et les consommateurs. En outre, les craintes concernant ses implications sur la sécurité alimentaire sont de plus en plus vives.

ECR s'est battu pour éviter les dommages économiques causés par une législation surréglementée en matière de restauration de la nature

L'ECR a adopté une position ferme sur le règlement relatif à la restauration de la nature, soulevant des objections quant à l'impact des objectifs de biodiversité sur les projets de développement et la sécurité alimentaire. Toutefois, au cours des négociations avec le Conseil, l'ECR a été en mesure de répondre à certaines de ces préoccupations en garantissant une plus grande flexibilité aux États membres. Il s'agissait d'obtenir des dérogations, des indicateurs volontaires et des garanties supplémentaires pour tenir compte de la sécurité alimentaire. Malgré ces efforts, des inquiétudes subsistent quant aux impacts imprévus sur les budgets nationaux et européens, ainsi qu'à l'augmentation des charges administratives.




RÉTABLIR LE
BON SENS

L'ECR a fait pression pour réduire la bureaucratie dans la politique agricole commune

L'ECR a appelé à moins de bureaucratie et à une plus grande simplification de la politique agricole commune (PAC). Les agriculteurs doivent rester responsables et avoir la possibilité de veiller à ce que la production alimentaire de leur exploitation soit adaptée aux conditions locales. Grâce à l'ECR, l'agriculture de précision a été reconnue comme l'un des éco-systèmes pour lesquels les agriculteurs peuvent recevoir une prime.

L'ECR a soutenu les jeunes agriculteurs

L'ECR est la voix des jeunes agriculteurs en Europe. Il est important de maintenir l'attrait de l'agriculture pour la nouvelle génération d'agriculteurs qui sera indispensable à notre production alimentaire à l'avenir. Grâce à l'ECR, un pourcentage plus élevé du budget de la politique agricole commune a été consacré aux défis spécifiques des jeunes agriculteurs. Il a été convenu qu'un montant égal à au moins 3 % de l'enveloppe des paiements directs de chaque pays de l'UE doit être utilisé pour soutenir les jeunes agriculteurs qui s'installent. L'ECR a également demandé que les nouvelles politiques et législations de l'UE soient évaluées en fonction de leur impact sur les jeunes agriculteurs.

L'ECR s'est battu pour que l'écologisation de l'agriculture ne compromette pas sa viabilité et sa rentabilité

L'ECR a travaillé dur pour garantir que la politique de l'UE soit basée sur un équilibre entre les aspects économiques, environnementaux et sociaux. Dans le cas du règlement sur la protection de la nature, l'ECR a réussi à former une coalition qui, lors du vote sur la position du Parlement, a supprimé les dispositions les plus controversées, y compris les obligations de restauration excessives pour le secteur agricole. Bien que certains éléments controversés aient pu être supprimés, l'ECR considère que l'impact négatif de la loi sur la restauration de la nature sur l'agriculture et l'activité socio-économique dans les zones rurales est trop important et a donc pris clairement position contre cette loi.

L'ECR s'est battu pour que la sylviculture reste une compétence exclusive des États membres

Depuis plusieurs années, la Commission européenne déploie des efforts constants pour étendre ses propres compétences dans le domaine forestier, en s'appuyant sur la base juridique des compétences partagées dans le domaine de la protection de l'environnement (article 4 du TFUE). Ces activités se sont accélérées en 2022, la « Conférence sur l'avenir de l'Europe » devenant une force motrice supplémentaire et, pour ainsi dire, sa base idéologique. L'ECR s'oppose fermement à ces tentatives, y compris à nos réserves concernant la nouvelle stratégie forestière de l'UE pour 2030. Nos membres ont souligné que la politique forestière devrait être ascendante, répondre aux besoins et aux attentes régionales et locales, et donc définir de manière indépendante ses propres objectifs et lignes d'action, avec un équilibre approprié entre les aspects environnementaux, économiques et sociaux.



L'ECR a soutenu un programme scolaire pour les fruits, les légumes, le lait et les produits laitiers

Le groupe ECR soutient l'accès à une alimentation saine et durable pour tous les enfants, quel que soit leur statut socio-économique. Les amendements du groupe ECR invitent les États membres à réduire la charge administrative liée à la mise en œuvre d'un programme scolaire pour des produits laitiers sains. Le groupe ECR a soutenu les appels à une plus grande communication sur la manière dont les produits laitiers sont fabriqués, en mettant particulièrement l'accent sur la promotion des produits régionaux et locaux.

L'ECR a contribué à la mise en place d'un système unique d'indications géographiques

Le groupe ECR a soutenu les travaux visant à développer un système d'indications géographiques unique au monde et capable de générer de la valeur sans nécessiter d'investissements publics. Pour la première fois, la production de qualité a été mise en avant, capable d'assurer une plus grande convergence et clarté entre tous les secteurs agricoles. Les IG garantiront que les produits agricoles sont de grande qualité et qu'ils proviennent réellement de la région où ils sont généralement produits selon des méthodes traditionnelles.

L'ECR est à l'avant-garde de la garantie de semences de haute qualité pour des rendements optimaux

L'ECR a souligné l'importance de la disponibilité de semences de haute qualité et d'autres matériels de multiplication pour garantir des rendements optimaux. L'ECR a pris la tête d'un certain nombre de dossiers, notamment un rapport sur l'extension de la durée des droits d'obtention végétale et la position de la commission de l'agriculture sur les nouvelles techniques génomiques. L'ECR est pleinement conscient qu'une alimentation saine commence par des semences saines. L'ECR a également été à l'avant-garde des initiatives visant à garantir qu'aucun brevet ne soit accordé sur le matériel végétal.

L'ECR a préconisé de nouvelles techniques de sélection

L'ECR a joué un rôle essentiel dans la mise en place de nouvelles technologies de sélection, en plaidant pour une révision de la législation afin d'autoriser officiellement ces technologies en Europe. La sélection végétale, en particulier grâce aux technologies d'édition de gènes, permet de développer plus rapidement et plus efficacement des variétés de cultures résistantes/tolérantes, contribuant ainsi à réduire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques. Le succès d'ECR est évident dans le projet de règlement de la Commission européenne, actuellement examiné par les colégislateurs, qui marque une étape importante vers l'alignement de l'Europe sur le reste du monde en ce qui concerne l'adoption de ces avancées.





L'ECR s'est battu pour protéger le bétail contre les loups

L'ECR a souligné la nécessité de traiter l'impact des grands carnivores, en particulier des loups, sur le bétail. À l'initiative de l'ECR, le statut de protection stricte des loups doit être adapté à la nouvelle réalité d'une population de loups en croissance exponentielle en Europe. Grâce aux amendements de la plénière ECR, la Commission a pris les premières mesures pour réviser le statut de protection des loups.

L'ECR a reconnu les pêcheurs comme des « gardiens de la mer »

À plusieurs reprises, l'ECR a souligné que les pêcheurs jouent un rôle clé en tant que « gardiens de la mer » et que la pêche et l'aquaculture sont des fournisseurs indispensables d'aliments sains et de protéines animales qui, autrement, devraient être importés. Nous avons demandé à la Commission de veiller à ce que tous les secteurs économiques soient sur un pied d'égalité dans la mise en œuvre des zones marines protégées.

L'ECR a protégé le secteur de la pêche en Méditerranée

L'ECR a joué un rôle clé dans la protection de la pêche en Méditerranée, en mettant l'accent sur les dimensions socio-économiques et en abordant les dangers auxquels sont confrontés les pêcheurs de l'UE en raison du non-respect des accords internationaux par les pays voisins. Reconnaissant l'importance de la pêche dans la région, l'ECR a cherché à protéger des traditions millénaires tout en mettant en garde contre le risque de sacrifier la production alimentaire de l'UE au profit de normes environnementales élevées. Le rapport souligne la nécessité de respecter les accords internationaux afin d'éviter les incidents dangereux impliquant des bateaux de pêche européens. En outre, l'ECR plaide pour une mise en œuvre équilibrée de la politique commune de la pêche, en tenant compte de la durabilité économique, environnementale et sociale, et souligne l'importance d'une plus grande implication des acteurs locaux dans la production de données sur les stocks halieutiques.

L'ECR a apporté son soutien aux pêcheurs et aux communautés côtières

Avec l'aide de l'ECR, les pêcheurs et les communautés côtières auront plus facilement accès au financement du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (EMFAF). La promotion d'une pêche durable et l'aide à la diversification économique des communautés côtières font également partie des initiatives facilitées par l'ECR. L'ECR a relevé les défis des secteurs de la pêche et de l'aquaculture dans le contexte de la crise de la Covid-19, qui a provoqué une baisse significative de la demande, entraînant des perturbations du marché et une diminution des prix et des volumes. Les mesures soutenues par l'ECR comprennent l'aide aux pêcheurs en cas d'arrêt temporaire, l'aide aux aquaculteurs et l'aide aux organisations de producteurs pour le stockage des produits.

L'ECR a mis en évidence l'impact environnemental des parcs éoliens en mer

L'ECR a appelé à une évaluation des impacts économiques, sociaux et environnementaux potentiels de la construction de parcs éoliens en mer, en particuler lorsque des conflits avec le secteur de la pêche et la durabilité de la vie marine peuvent survenir. L'ECR a également souligné la nécessité de prendre en compte l'impact sur l'écosystème marin et la pêche lorsque les États membres déterminent leur bouquet énergétique.

L'ECR a soutenu la pêche de l'UE dans le Pacifique Nord

Sous l'impulsion de l'ECR, l'UE a adhéré à la convention sur la conservation et la gestion des ressources halieutiques en haute mer dans l'océan Pacifique Nord. Les pêcheurs de l'UE opèrent déjà dans le Pacifique Sud, où la pêche est limitée aux mois d'été. L'extension de la pêche au nord permettra aux flottes de l'UE de pêcher dans le Pacifique tout au long de l'année.

L'ECR a lutté contre les obligations de débarquement des prises accessoires

L'ECR s'est activement opposé à la nouvelle obligation de débarquer les prises accessoires, en invoquant les préoccupations du secteur de la pêche et de la communauté scientifique. La position de l'ECR s'est concentrée sur des questions telles que l'inadéquation des infrastructures portuaires et l'escalade des coûts d'exploitation. L'ECR s'est également opposé à l'obligation de débarquement, soulignant qu'elle avait été introduite sans le soutien du secteur et que la mise en œuvre pratique n'avait pas fait l'objet d'une attention suffisante.

L'ECR a aidé l'anguille européenne

L'ECR a reconnu que le régime actuel de reconstitution des stocks d'anguilles européennes pouvait être amélioré. Sous la direction de l'ECR, plusieurs recommandations ont été formulées afin de réduire les obstacles à la migration des anguilles et de maintenir des pêcheries d'anguilles durables.





L'ECR a levé le drapeau contre l'obligation d'effectuer de la télésurveillance

L'ECR s'est opposé à l'obligation d'effectuer des contrôles par télévision en circuit fermé (CCTV) en raison de la protection de la vie privée des personnes à bord. Les nouvelles règles de traçabilité représentent une charge administrative énorme, sans rien ajouter à la sécurité alimentaire. L'ECR a également souligné l'importance de mettre un terme aux activités de pêche chinoises non transparentes et non réglementées dans le monde entier. Les navires de pêche des pays tiers devraient être soumis aux mêmes règles que les opérateurs de l'UE afin de garantir une concurrence loyale, la traçabilité, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pêche illégale.

L'ECR a souligné l'importance d'une égalité de traitement entre les navires de l'UE et ceux des pays tiers

L'ECR a reconnu l'importance d'améliorer le contrôle de tous les produits de la pêche importés sur le marché de l'UE afin de préserver la santé publique et la compétitivité du secteur de la pêche de l'UE. L'ECR a également souligné l'importance de garantir des conditions de concurrence équitables entre les navires de l'UE et ceux des pays tiers, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux pratiques déloyales ayant des effets socio-économiques négatifs sur les territoires de l'UE concernés.

L'ECR a demandé l'élimination des résidus chimiques de la mer Baltique

Suite à une pétition, l'ECR a initié une résolution sur la question urgente des résidus chimiques dans la mer Baltique. Soulignant les dangers posés par les munitions immergées contenant des substances dangereuses, la résolution met l'accent sur la lente dégradation de ces munitions, ce qui entraîne des risques de contamination, de brûlures graves et d'empoisonnement. Elle appelle la communauté internationale à renforcer la surveillance, à minimiser les risques et à déclassifier les informations sur les activités d'immersion. La résolution invite également la Commission européenne à collaborer aux niveaux régional et international, ce qui a suscité une réaction positive, la Commission ayant inclus la mer Baltique dans son plan « zéro pollution » après l'adoption de la résolution.

AUCUNE RÉGION OUBLIÉE

Nous nous sommes préoccupés des régions

L'ECR a veillé à ce qu'aucune région ne soit laissée pour compte

L'ECR a joué un rôle crucial dans l'élaboration du règlement sur les dispositions communes pour la période 2021-2027. Elle a veillé à ce que les régions moins développées continuent à recevoir un financement important pour réduire l'écart avec les régions plus développées. Au cours de cette période de programmation, ces régions bénéficieront d'un soutien substantiel de l'UE, avec des taux de cofinancement allant jusqu'à 85 % dans des projets spécifiques. Les régions en transition bénéficient d'un taux de cofinancement de 60 %, tandis que les régions plus développées bénéficient d'un taux de 40 %.

L'ECR a aidé à reconstruire le secteur du tourisme après Covid-19

L'ECR a joué un rôle crucial dans l'orientation d'un rapport au sein du Parlement européen et de la commission TRAN, axé sur la reconstruction du secteur du tourisme après Covid-19. Mettant l'accent sur un changement de politique gouvernementale, l'ECR a appelé à renforcer les initiatives de l'industrie pour un tourisme durable et intelligent, anticipant les changements de la demande. L'engagement de l'ECR à soutenir la reprise de l'industrie du tourisme reflète sa reconnaissance de la contribution substantielle du secteur à l'économie européenne, employant 27 millions de personnes et représentant 10 % du PIB de l'UE.

L'ECR a demandé que la démographie devienne une priorité

L'ECR a toujours soutenu que la démographie devait être une priorité absolue dans toutes les politiques budgétaires. Nous avons suggéré que les fonds de l'UE pourraient être utilisés efficacement pour améliorer les infrastructures publiques, en les rendant plus accessibles aux personnes âgées, aux familles avec enfants et aux personnes handicapées. Nous avons souligné la nécessité de répondre aux besoins des régions en voie de dépeuplement, en affirmant qu'un financement accru de l'UE pourrait améliorer de manière significative les infrastructures, la communication, l'accès à l'internet à haut débit et la culture numérique dans ces régions.





L'ECR a souligné l'importance d'exploiter les talents dans les régions de l'UE

L'ECR a activement contribué à un rapport adopté par le Parlement européen sur le déclin de la population de l'UE, qui devrait passer à 419,5 millions d'ici 2100. Reconnaissant l'impact sur la population en âge de travailler et les disparités régionales, l'ECR a souligné le rôle crucial d'une politique de cohésion financée de manière adéquate. Grâce aux députés ECR, le rapport propose des allégements fiscaux et des incitations pour les familles et les entreprises dans les régions confrontées à un « piège du développement des talents ». Il suggère également des mesures visant à améliorer l'accessibilité des services urbains, en particulier pour les personnes handicapées, et encourage les institutions à promouvoir des politiques favorisant l'esprit d'entreprise au niveau local. Nous avons souligné l'urgence de s'attaquer à la fuite des cerveaux et à la dépopulation, en appelant à des politiques cohérentes dotées d'outils et de ressources pour lutter contre ces défis dans les régions concernées.

L'ECR a relevé des défis dans la région méditerranéenne

L'ECR a souligné l'importance du bassin méditerranéen pour l'UE et a appelé à une meilleure coordination de la politique de cohésion pour relever les différents défis qui s'y posent. Les membres de l'ECR ont joué un rôle crucial en élargissant le champ d'action de l'UE au-delà de la pollution environnementale pour y inclure des questions telles que l'approvisionnement en énergie, l'immigration, la pêche illégale, le tourisme et les relations avec les pays riverains de la Méditerranée. Dans différents rapports, plusieurs amendements ECR ont été inclus, se concentrant sur l'utilisation efficace du fonds de cohésion pour la technologie et l'infrastructure, la promotion du commerce et des connexions d'infrastructure, et la simplification des procédures d'accès. En outre, l'ECR a souligné l'importance de la coopération régionale entre l'Europe et l'Afrique pour gérer les migrations et prévenir les catastrophes humanitaires en Méditerranée.

L'ECR a contribué à minimiser les perturbations économiques causées par le Pacte vert dans les régions minières

L'ECR a toujours souligné la nécessité que l'agenda climatique du Green Deal soit équitable, socialement juste et économiquement inclusif, en tenant compte des différents points de départ des États membres. Reconnaissant les défis auxquels les régions minières sont confrontées, l'ECR a soutenu un accord législatif en mai 2021 pour établir un mécanisme de transition juste. Ce mécanisme vise à fournir un soutien substantiel - débloquant jusqu'à 17,5 milliards d'euros - afin de minimiser les perturbations économiques et de faciliter la transition de ces régions.

L'ECR a représenté les mineurs de Turów

Au sein de la commission PETI, l'ECR a soulevé les inquiétudes de 30 000 personnes concernant leur emploi en défendant la mine de Turów. Alors que les Verts et Renew n'ont fait que pousser la pétition contre la mine et ont appelé les institutions européennes à intervenir, les députés ECR ont réussi à présenter un point de vue différent, soulignant que la question devait être résolue par les gouvernements tchèque et polonais. Plus tard, les gouvernements sont effectivement parvenus à un accord.

UNE EUROPE CONNECTÉE

Nous avons tissé des liens dans toute l'Europe

L'ECR a fait campagne pour l'amélioration des infrastructures et des liaisons de transport

Tout au long de son mandat, l'ECR a activement plaidé en faveur d'un réseau de transport européen solide, en donnant la priorité au développement des infrastructures et à l'accessibilité. Reconnaissant l'importance de ce réseau pour les activités économiques et la cohésion territoriale, l'ECR s'est attaché à combler les chaînons manquants en Europe centrale et orientale, à accélérer les corridors de transport nord-sud, à renforcer les nœuds multimodaux et à promouvoir des projets tels que Via Carpathia et Rail Baltica afin d'améliorer la connectivité. En outre, l'ECR s'est fait le champion d'un réseau ferroviaire à grande vitesse complet, envisageant des liaisons efficaces entre toutes les capitales de l'UE.

L'ECR a rendu les parkings pour camions plus sûrs

En réponse à une pétition des chauffeurs roumains, l'ECR a présenté une résolution visant à renforcer la sécurité dans les parcs routiers de l'UE et à remédier à la pénurie de chauffeurs. Le texte appelle également à une meilleure coordination entre les services répressifs des États membres de l'UE afin de lutter contre les infractions transfrontalières organisées. En outre, la résolution suggère d'introduire des systèmes sans barrières linguistiques pour permettre aux conducteurs de signaler les infractions et de créer des outils permettant de trouver et de réserver des aires de stationnement sûres.

L'ECR a appelé à la pleine mise en œuvre de l'acquis de Schengen par la Roumanie et la Bulgarie

À la suite d'une pétition, l'ECR a soutenu une résolution pour la pleine mise en œuvre de l'acquis de Schengen par la Roumanie et la Bulgarie et a souligné que tous les États membres doivent être traités sur un pied d'égalité et pouvoir bénéficier de tous les avantages offerts par l'appartenance à l'Union européenne et à l'espace Schengen.

L'ECR a soutenu la normalisation des bagages de cabine

L'ECR a fortement soutenu la normalisation des bagages de cabine. Actuellement, les compagnies aériennes fixent individuellement les règles relatives à la quantité et aux dimensions des bagages que les passagers peuvent emporter en cabine. Ces dimensions varient souvent de quelques centimètres d'une compagnie à l'autre. Cela entraîne parfois des désagréments pour les passagers, en particulier lorsqu'ils voyagent avec plusieurs compagnies aériennes. L'harmonisation des règles relatives aux bagages de cabine et l'introduction d'une taille minimale commune sont essentielles pour assurer une concurrence loyale et faciliter la vie des citoyens européens.

L'ECR a travaillé à l'amélioration du traitement des camions aux frontières

Dans sa lutte pour de meilleures conditions pour les chauffeurs routiers, pour un transport durable et pour de bonnes conditions préalables à la croissance économique, ECR a soutenu une pétition importante concernant le manque d'efficacité du passage des frontières pour les poids lourds au sein de l'Union européenne (et pas seulement aux frontières de Schengen). Le temps d'attente aux frontières intérieures de l'UE peut être très long et la proposition de la pétition est de créer une norme paneuropéenne d'une minute en moyenne pour le traitement des poids lourds aux points de passage frontaliers.



L'ECR a joué un rôle actif pour rendre le transport ferroviaire plus sûr

L'ECR a joué un rôle clé dans la lutte contre les retards et les inefficacités dans la mise à jour du système européen de gestion du trafic ferroviaire (ERTMS). L'une de nos recommandations est d'encourager l'abandon progressif des anciens systèmes de signalisation spécifiques à chaque pays au profit du système ERTMS, plus moderne. Cette évolution permettra d'uniformiser les systèmes ferroviaires dans toute l'Europe, ce qui facilitera les déplacements transfrontaliers.

L'ECR demande des règles plus souples pour le tourisme par autocar

ECR a toujours plaidé en faveur de règles claires et pratiques pour tous les modes de transport, dans le but de minimiser les charges et les coûts administratifs. Dans le contexte du transport routier de passagers, en particulier le dossier sur les pauses et les temps de repos minimaux pour le transport occasionnel par autobus et autocar, ECR a travaillé dur pour assurer des services efficaces et de haute qualité pour les voyageurs tout en garantissant la sécurité des routes et des conducteurs. L'ECR a joué un rôle clé en rendant les règles plus flexibles et plus simples pour les conducteurs et les compagnies d'autobus et d'autocars, avec des dérogations spécifiques adaptées aux besoins réels du secteur du tourisme et des passagers lors de voyages touristiques internationaux et nationaux.

L'ECR s'est engagé en faveur d'une réglementation pratique et sensée du secteur des transports

L'ECR a réussi à contrecarrer une proposition très controversée des Verts visant à introduire une nouvelle catégorie de permis de conduire, le B+. La proposition initiale consistait à limiter la validité du permis B standard aux véhicules jusqu'à 1,8 tonne, le permis B+ étant requis pour les véhicules entre 1,8 et 3,5 tonnes. Ce nouveau permis n'aurait été disponible qu'à partir de l'âge de 21 ans, après avoir détenu un permis B standard pendant deux ans. Cette approche très bureaucratique aurait affecté de nombreux SUV et voitures électriques, entraînant des désagréments et des coûts supplémentaires. L'ECR a également veillé à ce que la proposition de système de points de pénalité obligatoires soit retirée de la directive. En outre, nous avons réussi à faire accepter une proposition visant à autoriser les camionnettes électriques pesant jusqu'à 4 250 kg sur un permis B. Il s'agissait initialement d'une idée facultative qu'il est maintenant proposé de rendre obligatoire, ce qui permet de relever les défis posés par les batteries en termes de poids.

SOUTIEN À LA CULTURE

Nous avons joué un rôle de premier plan dans le soutien à la culture et aux échanges

L'ECR a fait campagne pour la reconnaissance mutuelle des diplômes de l'UE

À plusieurs reprises, la Commission européenne a soutenu la reconnaissance mutuelle des diplômes secondaires et d'autres types de diplômes ou d'expériences d'apprentissage.

L'ECR soutient les artistes européens

L'ECR s'est activement penché sur les obstacles bureaucratiques auxquels se heurtent les artistes dans le cadre des programmes culturels et éducatifs de l'UE, et certains changements proposés ont déjà été inclus dans les rapports finaux. Cependant, des inquiétudes persistent quant à la complexité du processus de demande de fonds dans le cadre du programme Europe Créative. Cette question reste une priorité, d'autant plus qu'elle désavantage les jeunes artistes tout en favorisant les artistes expérimentés. L'ECR reste déterminé à trouver une solution pour garantir un accès équitable au programme pour tous les individus.

L'ECR s'est fait le champion de la citoyenneté numérique

L'ECR a proposé des mesures supplémentaires pour renforcer la responsabilité démocratique et la responsabilité personnelle des citoyens de l'UE. Il s'agit notamment de reconnaître les compétences numériques non seulement sur le marché du travail, mais aussi pour la participation active à la société et aux processus démocratiques. L'ECR a également proposé de s'attaquer à la fracture numérique au sein des États membres et entre eux, en préconisant des solutions sur mesure plutôt que des stratégies uniformes.

L'ECR a contribué à rendre le Corps européen de solidarité plus attractif et plus efficace

L'ECR a joué un rôle déterminant dans l'élaboration du programme du Corps européen de solidarité. Sous sa direction, l'âge limite des volontaires a été porté à 35 ans et 6 % du budget a été alloué au volontariat humanitaire. L'ECR a souligné l'importance de l'accompagnement des jeunes volontaires par des professionnels expérimentés et a introduit des protocoles de suivi et d'évaluation afin de mesurer l'impact des volontaires sur les communautés locales. Le programme du Corps européen de solidarité sera ainsi plus inclusif et plus efficace.

L'ECR a ouvert la voie à la reconnaissance des sports électroniques

L'ECR s'est félicité de ce rapport qui reconnaît l'importance des jeux vidéo dans l'Union européenne, tant sur le plan économique que culturel. Avec une valeur de 23,3 milliards d'euros, l'industrie des jeux vidéo est un élément essentiel du paysage culturel et créatif de l'UE et présente un fort potentiel de croissance. Si le marché est mondial, l'Europe est un acteur de premier plan dans le domaine des jeux vidéo, contribuant à chaque étape, de la création à la distribution. L'ECR a mis en évidence les défis du secteur des sports électroniques, en se concentrant en particulier sur des questions telles que le dopage.





L'ECR a contribué au programme « Europe créative »

Tout au long de la 9e législature, le programme Europe créative 2021-2027 a été au centre des préoccupations de l'ECR au sein de la commission CULT. L'ECR a continué à défendre la liberté d'expression, la créativité et le talent dans le cadre du programme. Une priorité importante pour l'ECR a été la poursuite d'un équilibre géographique équitable dans la distribution des fonds, malgré les défis et le soutien limité rencontrés au cours des tentatives du projet.

L'ECR a contribué à garantir la diversité culturelle sur le marché européen de la diffusion de musique en continu

L'ECR soutient fermement la liberté du marché et a proposé de nombreux amendements pour protéger les acteurs du marché. Nous avons insisté sur la nécessité de favoriser un écosystème équitable et durable pour le streaming musical dans l'UE.

L'ECR a contribué à faire d'Erasmus+ un succès encore plus grand

L'ECR a pleinement soutenu le programme phare Erasmus+. En plus d'avoir cosigné un amendement visant à tripler le budget, nous nous sommes efforcés de le doubler au moins au cours des négociations. Reconnaissant qu'Erasmus+ est une réalisation commune de l'UE, l'ECR s'engage à garantir un bon accès à tous les jeunes, sans oublier ceux qui viennent de régions éloignées et ceux qui ont des revenus plus faibles.

L'ECR a œuvré pour préserver l'autorité des États membres en matière d'éducation et de culture

Au cours du mandat 2019-2024, l'ECR a donné la priorité à la préservation de l'autorité des États membres en matière d'éducation et de culture, en soulignant l'importance du principe de subsidiarité. L'ECR a plaidé pour la coopération entre les États membres, l'échange de bonnes pratiques et la non-intervention dans les politiques nationales. L'ECR soutient fermement la diversité culturelle et linguistique, s'opposant au concept d'une identité européenne uniforme. En outre, l'ECR vise à garantir un traitement équitable pour tous les pays de l'UE, quelle que soit leur taille. Nous nous sommes opposés à la version finale d'un rapport qui proposait un cadre commun, exprimant nos inquiétudes quant aux idées de fédéralisme européen, d'identité européenne uniforme et de compétences partagées dans le domaine de l'éducation.

L'ECR a mené la lutte contre la contrebande de biens culturels

L'ECR a pris la tête d'un effort transatlantique visant à lutter contre le trafic de biens culturels à des fins de financement du terrorisme et de blanchiment d'argent. Réussissant à l'intégrer dans les mandats des missions PSDC, l'ECR a obtenu une stratégie officielle de l'UE publiée en décembre 2022. En accueillant des conférences internationales, l'ECR a facilité l'échange de bonnes pratiques entre l'UE et les États-Unis, en maintenant la collaboration avec les forces de l'ordre, les représentants nationaux et les victimes de la traite. L'ECR reste à l'avant-garde de cette initiative dans toute l'UE.

DROITS DES CITOYENS

Nous avons défendu les droits des citoyens et lutté contre ceux qui voulaient les affaiblir

L'ECR a contribué à garantir que tous les Européens vivant à l'étranger puissent voter aux élections locales

Il y a actuellement environ 11 millions d'Européens en âge de voter qui vivent dans un autre État membre de l'UE. Ces citoyens sont parfois confrontés à des obstacles lorsqu'ils souhaitent voter aux élections locales. L'ECR a rédigé un rapport appelant les États membres à introduire l'inscription des citoyens européens non nationaux sur les listes électorales pour les élections locales, à condition que les citoyens européens concernés aient donné leur consentement en tant que résidents de l'État membre de résidence. Les mêmes règles de participation aux élections locales devraient s'appliquer à tous les citoyens de l'UE dans l'ensemble de l'UE. L'ECR soutient particulièrement la facilitation du vote pour les personnes handicapées et appelle les États membres à fournir, dans la mesure du possible, des facilités de vote appropriées pour les personnes handicapées, conformément à leurs principes constitutionnels et à leurs traditions.

L'ECR se bat pour la liberté des médias

L'ECR a contesté la loi européenne sur la liberté des médias, affirmant qu'il serait plus approprié de l'appeler « loi de surveillance et de censure des médias ». Critiquant la prétention de la Commission européenne à promouvoir la liberté des médias, l'ECR a affirmé que la réglementation pourrait soumettre les journalistes, leurs employeurs et leurs familles à une surveillance injustifiée de la part des agences de sécurité. L'ECR a proposé des amendements pour éliminer les dispositions permettant une telle surveillance, mais ils ont été rejetés par les groupes majoritaires. L'ECR a souligné le potentiel alarmant d'un média contrôlé et surveillé et a exhorté le Parlement à rejeter le règlement de la loi sur la liberté des médias, prévoyant de graves conséquences pour la démocratie et la liberté d'expression dans l'Union européenne.

L'ECR a renforcé les droits des consommateurs et amélioré la sécurité des produits

Dans le domaine des droits des consommateurs et de la réglementation des produits, le travail de l'ECR a été caractérisé par une approche holistique, combinant les principes du bien-être des consommateurs, de l'équité du marché et de la promotion de l'innovation. Cette approche se reflète dans plusieurs initiatives législatives, notamment le règlement sur la sécurité générale des produits, la directive sur les machines, l'initiative commune sur les chargeurs et la directive sur le droit à la réparation. L'ECR a cherché à placer le consommateur avant l'idéologie et à faire en sorte que nous puissions tous choisir des produits adaptés à nos besoins - qu'ils soient chers ou abordables, le consommateur de l'UE doit conserver son choix. La transition écologique ne doit pas nuire aux moins nantis de la société et les objectifs fixés à Bruxelles doivent être déterminés par les citoyens et non par les ONG.





L'ECR a rendu le chargeur commun plus convivial pour le consommateur

L'approche de l'ECR à l'égard de l'initiative sur les chargeurs communs témoigne de notre engagement en faveur du confort des consommateurs et de la réduction des déchets électroniques. Nous avons défendu un champ d'application pratique et une mise en œuvre progressive, garantissant une transition en douceur vers une norme de charge commune qui profite à la fois aux consommateurs et aux fabricants. Nos efforts collectifs ont permis d'éviter le démantèlement obligatoire des câbles de recharge et des appareils mobiles. Grâce à notre plaidoyer, les clients de l'UE n'ont pas à payer deux fois pour des produits déjà inclus dans le prix du téléphone.

L'ECR a introduit une garantie de réparation de 12 mois dans la directive sur le droit à la réparation

Dans la directive sur le droit à la réparation, l'ECR s'est concentré sur la position du Parlement et l'a influencée avec succès afin de garantir que l'augmentation de la demande de réparations et de pièces détachées soit compensée par une augmentation de l'offre grâce à un accès plus facile aux pièces détachées et à des droits supplémentaires pour les réparateurs indépendants. Les changements que nous avons obtenus vont de pair avec de nouvelles règles visant à empêcher les fabricants déloyaux de raccourcir délibérément la durée de vie d'un produit. L'ECR a également soutenu l'introduction d'une nouvelle garantie de 12 mois pour les services de réparation afin de renforcer la confiance et d'offrir aux consommateurs une plus grande tranquillité d'esprit, tout en maintenant la possibilité de choisir un nouveau produit en remplacement de l'appareil défectueux. D'autres mesures visant à limiter les charges administratives ont rendu la directive plus praticable. C'est essentiel pour que les réparations restent possibles et les coûts raisonnables, tant pour les entreprises que pour les consommateurs.



L'ECR a favorisé l'accès et les compétences numériques

L'ECR a souligné l'importance cruciale d'un accès généralisé à l'internet à haut débit, tant dans les institutions publiques que dans les ménages, pour faire progresser l'éducation et les compétences numériques. Reconnaissant l'importance de l'adaptation à un marché du travail numérisé et de l'atténuation des effets sociaux négatifs, tels que les pertes d'emploi et l'exclusion numérique, le groupe a souligné la nécessité d'un développement complet des compétences numériques. Cela comprend la formation des enseignants, l'évaluation des compétences, les mécanismes de certification et la promotion de l'esprit critique et de l'éducation aux médias chez les enfants et les jeunes afin qu'ils puissent relever des défis tels que les fausses nouvelles, la cyberintimidation, la radicalisation, la cybersécurité et la fraude.

L'ECR a lutté contre la discrimination à l'égard des personnes âgées

L'ECR a dirigé un rapport sur les défis et les possibilités de la politique du vieillissement après 2020. Ce rapport met l'accent sur la lutte contre la discrimination à l'égard des personnes âgées, la promotion du vieillissement actif et la création de programmes d'apprentissage tout au long de la vie. Les liens intergénérationnels, la santé, les soins de longue durée et les espaces de vie dignes sont autant d'aspects clés. L'ECR s'est penché sur l'exclusion des personnes âgées de la société et du marché du travail et sur le soutien à la silver économie. Nous avons réussi à conserver des éléments clés tels que le mentorat, le soutien à l'artisanat traditionnel et la construction de crèches à proximité des établissements d'enseignement afin de favoriser les liens intergénérationnels.

L'ECR a contribué à l'harmonisation des assurances automobiles européennes et des réductions d'assurance

L'ECR a soutenu une révision importante de la directive sur l'assurance automobile, qui permet aux citoyens de l'UE de voyager à travers les frontières sans assurance supplémentaire ; par exemple, les personnes vivant en Italie qui achètent une voiture en Allemagne ne seront plus obligées de l'assurer en Allemagne. Plus intéressant encore pour les automobilistes : les citoyens de l'UE sans antécédents d'accident qui déménagent dans un État membre où les conducteurs sans accident bénéficient d'une assurance moins chère auront également droit à une réduction.

L'ECR a protégé les droits des emprunteurs

L'ECR a travaillé dur pour contribuer à la mise à jour de la directive sur le crédit à la consommation, en mettant l'accent sur les nouveaux types de crédit tels que le crédit-bail (« buy-now-pay-later » - BNPL). Les consommateurs auront le droit de savoir pourquoi leur demande de crédit est rejetée si l'évaluation du crédit est basée sur un traitement automatisé de données personnelles. Il sera également interdit de lier le prêt à d'autres produits, tels que l'assurance, proposés par le même créancier. Les nouvelles règles interdisent également la discrimination à l'égard des survivants du cancer qui cherchent à obtenir un crédit nécessitant une assurance.

L'ECR demande la mise en place d'un mécanisme de recours pour les consommateurs à l'échelle de l'UE

L'ECR a soutenu les appels à l'amélioration des outils permettant de mettre fin aux pratiques illégales et de faciliter les recours lorsqu'un grand nombre de consommateurs sont victimes d'une même violation de leurs droits. Les organisations de consommateurs devraient être en mesure de mener des actions représentatives pour protéger les intérêts collectifs des consommateurs.

L'ECR a encouragé la flexibilité du Fonds social européen+ (FSE+)

Le FSE+ est le principal outil de l'UE pour investir dans les ressources humaines, avec un budget de près de 99,3 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Il joue un rôle crucial dans les politiques de l'UE en matière d'emploi, d'affaires sociales, d'éducation et de compétences. L'article 7 du nouveau règlement se concentre sur la concentration thématique, exigeant des États membres qu'ils allouent des fonds à des objectifs sociaux spécifiques. Le groupe ECR s'y est opposé, car cela limiterait la flexibilité et augmenterait la bureaucratie. Grâce à nos amendements et à notre participation active aux trilogues, nous avons contribué à des compromis acceptables, réduisant les niveaux d'allocation obligatoires et préservant la flexibilité des États membres.

L'ECR a été l'un des principaux défenseurs de la formation professionnelle pour la main-d'œuvre et l'économie de l'UE

L'ECR a rédigé un rapport soulignant l'attrait et la nécessité d'un enseignement et d'une formation professionnels (EFP) modernes pour relever les défis du marché du travail tels que les pénuries et les inadéquations. Les conditions clés sont la collaboration avec les entreprises, l'apprentissage tout au long de la vie et la promotion des liens intergénérationnels. Ces conditions sont cruciales pour la résilience de l'UE et la formation spécialisée, comme le montrent les défis posés par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. Le rapport met l'accent sur l'apprentissage individualisé tout en respectant les compétences des États membres en matière d'éducation.

L'ECR a protégé la liberté des médias et les journalistes contre les poursuites-bâillons

La liberté et le pluralisme des médias sont essentiels au fonctionnement des démocraties et à la lutte contre les fausses nouvelles. Ils sont encore plus importants lorsque les droits de l'homme sont violés dans leurs efforts pour maintenir la transparence et dénoncer les comportements abusifs et illégaux. L'ECR s'est battu pour obtenir les normes de protection les plus élevées possibles contre les poursuites abusives à l'encontre des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme, connues sous le nom de SLAPP (poursuites stratégiques contre la participation publique).



L'ECR s'engage à protéger les journalistes

Dans plusieurs rapports, l'ECR a souligné le droit universel à la liberté d'expression et d'information et l'importance de protéger les journalistes contre toutes les formes de violence. Cet engagement est conforme au plan d'action de l'UE pour les droits de l'homme et la démocratie 2020-2024. L'ECR a exprimé sa profonde inquiétude quant à l'état de la liberté des médias dans le monde et a condamné en particulier les abus et les attaques contre les journalistes et les travailleurs des médias dans divers pays.

L'ECR a organisé une mission d'enquête pour évaluer la situation linguistique en Catalogne

À la suite d'une initiative de l'ECR, la commission PETI a organisé une visite d'information en Catalogne et a adopté un rapport exposant la violation des droits des familles, des élèves, des enseignants et du personnel utilisant la langue espagnole dans les écoles catalanes. La visite et le rapport ont révélé le harcèlement et la violence verbale et physique à l'encontre des familles qui tentaient d'exercer leur droit d'éduquer leurs enfants en espagnol et de suivre les décisions judiciaires à cet égard. Pour la première fois dans l'histoire, le texte appelle les autorités nationales et locales à mettre fin à la violation des droits fondamentaux des parents, des enfants et des familles. Il souligne également l'obligation d'établir des protocoles pour la défense et la protection des familles qui recourent au système judiciaire pour assurer une éducation également en espagnol et l'engagement du Parlement européen à continuer d'enquêter sur la situation linguistique en Catalogne.

L'ECR a lutté contre l'exploitation sexuelle des enfants placés dans les îles Baléares

À la suite de la découverte de foyers financés par l'UE liés à l'abus de mineurs sous la tutelle du gouvernement socialiste et communiste des Baléares, l'ECR a présenté une pétition demandant au Parlement d'enquêter. L'initiative de l'ECR a connu un succès considérable, menant à un débat au sein de la commission PETI et à une visite d'une délégation du Parlement européen, qui a abouti à un rapport puissant exposant les irrégularités. Les efforts coordonnés de l'ECR ont permis de sensibiliser l'ensemble du continent à cette affaire. Ce succès démontre le pouvoir de l'ECR dans la défense des droits fondamentaux, le maintien des valeurs conservatrices et la lutte contre les injustices systémiques par le biais d'une action collective.



MOINS DE GÂCHIS

Nous avons été de bons gestionnaires de l'argent des citoyens

L'ECR a protégé l'argent des contribuables

Pleinement conscient que chaque euro dépensé par l'UE est de l'argent provenant des poches des contribuables européens, l'ECR s'engage à protéger l'argent des contribuables, à promouvoir la responsabilité financière, à réduire le gaspillage, à accroître la transparence et à veiller à ce que les fonds publics soient utilisés efficacement au profit des citoyens. L'ECR a toujours soutenu l'idée de préserver la souveraineté fiscale des différents pays de l'UE, afin de garantir que les budgets nationaux et les questions fiscales restent entièrement du ressort des États membres. Il a également défendu le principe d'une concurrence fiscale saine entre les États membres afin de favoriser le bien-être économique global de l'UE. Malgré une majorité de gauche, le groupe ECR est parvenu à faire adopter des dispositions raisonnables, favorables au marché et conformes aux intérêts des États membres.

L'ECR a défendu la politique sociale en tant que compétence exclusive des États membres

L'ECR insiste constamment sur le fait que la politique sociale doit relever de la compétence exclusive des États membres. S'opposant aux appels en faveur d'une réglementation européenne sur le revenu minimum, l'ECR souligne que la lutte contre la pauvreté nécessite des stratégies nationales axées sur la promotion d'une croissance économique stable et de l'investissement - et non une approche unique qui ne conviendrait à personne.

L'ECR a examiné la politique monétaire de la BCE

L'ECR a insisté pour que la politique monétaire de la BCE soit davantage soumise à l'obligation de rendre des comptes afin de garantir la stabilité de l'euro et la croissance de l'UE. Des évaluations transparentes sont cruciales pour les réformes nécessaires. Les pressions récentes ont conduit à des rapports plus honnêtes sur le travail de la BCE, soulignant la nécessité de prendre des mesures pour réduire l'inflation. S'il reste un long chemin à parcourir pour améliorer le fonctionnement de l'euro, la reconnaissance des failles du système, passées et présentes, est une étape importante vers la construction d'un avenir économique plus stable qui promeut la croissance et l'emploi. L'ECR reste déterminé à demander à la BCE et à l'UE de rendre compte des politiques relatives à l'euro.



L'ECR s'est battu pour réduire les risques économiques et assurer un environnement financier stable

Les contreparties centrales (CCP) et les dépositaires centraux de titres (DCT) sont des éléments peu connus mais essentiels de nos marchés financiers et peuvent contribuer à créer un environnement économique plus résilient et plus stable. Grâce au règlement ECR, elles seront soumises à des règles plus strictes qui réduiront les risques. Les contreparties centrales facilitent les transactions sur les titres et les produits dérivés en s'interposant entre le vendeur et l'acheteur et en garantissant que les transactions peuvent être menées à bien. Le règlement européen sur les marchés de valeurs mobilières s'est efforcé de réduire la probabilité de défaillance des contreparties centrales en introduisant des incitations efficaces à une bonne gestion des risques et au maintien des fonctions essentielles en cas de difficultés financières. Cela contribue à la préservation de la stabilité financière et, surtout, évite aux contribuables de supporter les coûts liés à la restructuration ou à la résolution des contreparties centrales. L'ECR était également chargé de mettre à jour le cadre réglementaire des dépositaires centraux de titres (DCT), les infrastructures des marchés financiers qui garantissent que les titres sont transférés à leurs propriétaires légitimes.

L'ECR a soutenu la transformation numérique de la finance et rendu les crypto-monnaies plus sûres

L'ECR a travaillé dur pour maintenir la législation sur les services financiers sur la bonne voie dans un monde numérique en évolution et pour maintenir l'UE à la pointe de l'innovation. Dans le cadre réglementaire des actifs numériques, y compris les crypto-monnaies, l'ECR a fait pression pour une réglementation favorable à l'innovation qui s'abstient de proposer des taux d'imposition communs pour les crypto-actifs, tout en encourageant la poursuite de la numérisation des administrations fiscales des États membres de l'UE. L'ECR a cherché à diluer les approches trop restrictives d'autres groupes qui étoufferaient l'innovation dans l'espace des crypto-monnaies et de la blockchain. Tout au long du règlement, l'ECR a soutenu le principe de neutralité technologique et a contré la discrimination à l'égard de certaines technologies liées aux crypto-actifs. Dans la loi sur la résilience opérationnelle numérique (DORA), l'ECR a réussi à améliorer considérablement le texte et à le rendre apte à l'application et aux changements technologiques futurs. L'ECR a mis l'accent sur le respect du principe de proportionnalité, permettant ainsi un environnement financier résilient et dynamique au sein de l'UE. L'ECR a réussi à faire adopter par le Parlement un projet pilote qui permettra d'utiliser la technologie des registres distribués (DLT) pour fournir des services de négociation et de règlement pour les instruments financiers traditionnels sous forme de crypto-actifs.

L'ECR a rendu les échanges de crypto-monnaies plus sûrs

Sous l'impulsion de l'ECR, le Parlement a travaillé dur pour établir un premier ensemble de règles visant à rendre les crypto-monnaies plus sûres pour les consommateurs et moins attrayantes pour les criminels. La traçabilité des transferts de crypto-actifs et un ensemble de règles spécifiques aideront à prévenir le blanchiment d'argent. Toute charge administrative pesant sur les entreprises de crypto-monnaies et les innovateurs sera plus que compensée par le fait que l'UE unifiera le marché fragmenté des crypto-monnaies en Europe, qui compte actuellement 27 régimes réglementaires.

L'ECR a contribué à la lutte contre le blanchiment d'argent

L'ECR a contribué à la mise en place d'une autorité européenne chargée de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. L'approche du groupe ECR consistait à lutter contre le blanchiment d'argent sans interférer avec les politiques fiscales nationales. Le groupe ECR a défendu les intérêts des autorités de surveillance nationales et a soutenu une formulation qui respecte la diversité des traditions juridiques et des systèmes fiscaux des États membres, afin de limiter les pouvoirs étendus de l'AMLA et de les rendre conformes au principe de subsidiarité et à la souveraineté nationale.





L'UE DANS LE MONDE

Nous avons joué un rôle important dans l'élargissement de l'UE et avons été à l'avant-garde des changements géopolitiques

L'ECR soutient le peuple démocratique du Belarus

L'ECR a été un fervent défenseur des forces pro-démocratiques en Biélorussie, initiant des résolutions, organisant des auditions publiques et des événements à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement européen. Nos membres sont en contact permanent avec le bureau de Sviatlana Tsikhanouskaya et tous les activistes qui s'opposent au dictateur Lukashenka. L'ECR soutient la lutte d'un régiment biélorusse libre en Ukraine contre l'occupation russe. L'ECR est un fervent critique de Lukashenka, qui a persécuté et emprisonné des milliers d'hommes et de femmes innocents. Lors de la crise migratoire artificielle provoquée par Loukachenko et Poutine, au cours de laquelle des milliers de personnes ont été poussées vers les frontières de la Pologne, de la Lituanie et de la Lettonie, l'ECR a réussi à obtenir un large soutien de la part des autres membres de l'UE en condamnant de telles actions.

L'ECR a contribué à sécuriser les pays du partenariat oriental (Ukraine, Géorgie et Moldavie)

L'ECR a mené l'appel en faveur d'un soutien accru aux pays du partenariat oriental (Ukraine, Géorgie et Moldavie), plaidant pour une aide politique, financière et militaire. Par le biais de rapports présentés aux comités AFET et SEDE, l'ECR a initié des réformes dans la planification opérationnelle, renforcé la coopération avec l'OTAN et réussi à redistribuer les budgets de la Facilité européenne de paix pour l'aide létale à l'Ukraine et aux partenaires régionaux. L'ECR a également joué un rôle dans le renforcement des centres nationaux conjoints d'évaluation de la formation entre l'État-major de l'Union européenne et les pays du Partenariat oriental.

L'ECR soutient les jeunes démocraties

L'ECR a présenté une résolution soulignant les valeurs de l'OTAN et le soutien aux jeunes démocraties en Europe. Elle souligne que l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'UE et à l'OTAN marque leur retour dans la famille des nations démocratiques libres. La résolution souligne que le projet de paix et d'intégration européenne reste incomplet tant que tous les pays, y compris l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, qui poursuivent des réformes européennes, ne deviennent pas membres à part entière de l'UE, garantissant ainsi une Europe entière, libre, unie et pacifique.

L'ECR a défendu la liberté religieuse

L'ECR a activement promu le droit fondamental à la liberté de religion ou de conviction. Nous avons lancé un rapport sur la « Persécution des minorités fondée sur la religion ou les convictions », qui a été adopté avec un large soutien. L'ECR a également exhorté la Commission européenne à nommer un nouveau représentant spécial pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction à l'extérieur de l'UE, dont le besoin se fait cruellement sentir. En outre, nous avons organisé des événements mettant en lumière l'état de la liberté religieuse dans divers pays du monde.





L'ECR a soutenu le renforcement de la coopération entre l'UE et l'OTAN

L'ECR défend constamment le renforcement de la coopération entre l'UE et l'OTAN, l'élargissement de l'OTAN et le maintien de l'OTAN en tant que principale force de sécurité en Europe. Les initiatives menées par l'ECR, y compris la participation au groupe de réflexion de l'OTAN, ont contribué à l'élaboration d'un nouveau concept stratégique de l'OTAN qui sera adopté en 2022. L'ECR a également organisé des forums internationaux avec de hauts responsables de l'OTAN, axés sur l'avenir de l'Ukraine et la réforme de la sécurité euro-atlantique. En tant que soutien le plus actif du Parlement européen à l'OTAN, l'ECR reste déterminé à renforcer l'alliance.

L'ECR s'est efforcée de maintenir des relations solides avec les États-Unis

Malgré les pressions exercées par d'autres groupes pour dégrader les relations, l'ECR a toujours maintenu des liens solides avec les États-Unis, en particulier pendant la présidence Trump. L'ECR soutient un partenariat transatlantique renouvelé en matière de commerce et d'investissement, plaide pour une coopération renforcée en matière de sécurité et de technologie (spécifiquement en matière d'IA et d'informatique quantique), et se distingue comme la principale voix au sein du Parlement européen appelant à une coordination plus étroite en matière de politique étrangère pour contrer les États hostiles comme la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord.

L'ECR a soutenu l'approfondissement des relations entre l'UE et le Royaume-Uni

En raison de ses relations positives de longue date avec le Parti conservateur britannique, l'ECR est resté l'un des principaux défenseurs au sein du Parlement européen d'une relation stratégique, militaire et économique étroite avec le Royaume-Uni après le Brexit. L'ECR a constamment reflété cela dans les rapports parlementaires et a organisé diverses conférences et délégations internationales pour promouvoir la croissance continue du partenariat entre l'UE et le Royaume-Uni.

L'ECR a encouragé le partenariat avec Taïwan

Depuis sa création, le groupe ECR a toujours plaidé en faveur de relations plus étroites avec Taïwan. Nous occupons le poste de rapporteur permanent sur les relations UE-Taïwan, un poste créé pour la première fois dans l'histoire du Parlement avec le soutien de l'ECR. Nous avons piloté avec succès une recommandation sur l'approfondissement des liens politiques avec Taïwan, qui a été adoptée à une écrasante majorité. Nous avons également invité des experts taïwanais à participer aux réunions des commissions, notamment lors des discussions sur la lutte contre la propagande hostile, domaine dans lequel Taïwan possède une expérience très précieuse.

L'ECR est aux côtés d'Israël

L'ECR a joué un rôle essentiel dans le renforcement des relations entre l'UE et Israël en intégrant le point de vue d'Israël dans les résolutions du Parlement européen, en condamnant le terrorisme et en veillant à ce qu'aucun fonds européen ne soit alloué à des entités palestiniennes liées à des organisations terroristes. Le groupe a notamment mis fin au financement par l'UE de l'Université islamique de Gaza en raison de ses liens avec le Hamas, un groupe terroriste inscrit sur la liste de l'UE. L'ECR s'est également fait l'avocat de liens plus étroits entre Israël et ses voisins arabes, en organisant le premier événement du Parlement européen avec les ambassadeurs d'Israël, des Émirats arabes unis et de Bahreïn après les accords d'Abraham. Après l'attaque du Hamas contre Israël en octobre 2023, l'ECR a été le premier groupe politique à exprimer sa solidarité en se rendant en Israël pour soutenir le peuple juif.

L'ECR soutient l'opposition démocratique iranienne

L'ECR a toujours plaidé en faveur d'une position plus ferme de l'UE à l'égard de l'Iran, condamnant ses programmes nucléaires et de missiles balistiques, ses violations des droits de l'homme, le terrorisme parrainé par l'État et la diplomatie des otages. En réponse aux manifestations nationales de 2019, l'ECR a mené une résolution condamnant la répression violente du régime. L'ECR a également lancé des actions soutenant les droits des femmes, exhortant l'UE à désigner le Corps des gardiens de la révolution islamique comme un groupe terroriste et appelant à des sanctions contre les dirigeants iraniens. Reconnaissant le soutien de l'ECR à la diaspora iranienne et à l'opposition démocratique, SAR le Prince Reza Pahlavi a visité le Parlement européen à l'invitation de l'ECR.

L'ECR a révélé le vrai visage du régime cubain

L'ECR a fermement condamné les violations des droits de l'homme commises par le régime communiste cubain. En septembre 2021, nous avons mené l'adoption d'une résolution du Parlement appelant l'UE à activer la clause de suspension de l'accord de dialogue politique et de coopération UE-Cuba (PDCA) en raison des violations répétées des droits de l'homme. Nous avons demandé des sanctions contre les responsables, la libération des prisonniers exerçant des droits fondamentaux et la fin de la violence, de la persécution et des attaques contre les manifestants pacifiques. L'ECR poursuit ses efforts pour soutenir les personnes persécutées par le régime et demande l'arrêt immédiat de l'aide financière de l'UE qui pourrait parvenir au régime cubain.









L'ECR a été à l'avant-garde du renforcement des liens avec l'Amérique latine

L'ECR a créé le groupe politique Eurolat afin d'offrir une nouvelle perspective sur les relations UE-Ibéro-Amérique et de relever les défis de la coopération avec le Parlement européen. Le groupe politique a mis l'accent sur la menace du narco-communisme et des dictatures en Amérique latine et a forgé une coopération et des alliances transatlantiques avec les partis membres de l'ECR et divers groupes d'intérêt. Cette stratégie a permis à l'ECR d'avoir plus d'influence que d'autres groupes européens axés sur la défense de la liberté, de l'État de droit et de la démocratie, tout en condamnant les violations des droits de l'homme. Le groupe politique a exposé l'influence croissante de la Chine, de la Russie et de l'Iran dans la région, en particulier après des conflits tels que l'agression de la Russie contre l'Ukraine et la guerre contre Israël. Le sommet de l'Ibéro-sphère, organisé par l'ECR, reflète le succès de la construction d'alliances avec diverses institutions en Ibéro-Amérique, réunissant d'éminents dirigeants pour défendre des principes fondamentaux tels que la liberté, la souveraineté nationale, la vie, la famille et l'État de droit.

L'ECR a surveillé l'érosion des droits fondamentaux à Hong Kong

L'ECR s'est fortement impliqué dans un groupe officieux de surveillance de Hong Kong mis en place après l'introduction par la Chine de la loi sur la sécurité nationale. Le groupe suit de près l'érosion accélérée de la démocratie, des droits fondamentaux et de l'État de droit dans la région administrative spéciale et organise des réunions régulières avec des exilés, la délégation de l'UE à Hong Kong et d'autres experts. Le groupe de surveillance réunit des députés européens de tous les horizons politiques qui partagent les mêmes idées, afin de coordonner les actions de soutien au mouvement pro-démocratique à Hong Kong.

L'ECR a amélioré la sécurité alimentaire dans les pays en développement

Un rapport sur la sécurité alimentaire dirigé par l'ECR a fourni des recommandations politiques pour éradiquer la faim et la malnutrition dans les pays en développement. Soulignant le lien entre l'aide humanitaire, l'aide au développement et la consolidation de la paix, nous avons préconisé d'atténuer les risques de crises et de gérer leurs conséquences. Le rapport aborde l'impact des conflits et de la pandémie de Covid-19 sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire, en soulignant la nécessité de disposer d'aliments sains et abordables. Le rapport souligne l'importance d'augmenter les revenus des petits agriculteurs, de promouvoir l'accès aux marchés, de garantir la propriété foncière et d'améliorer l'accès à la technologie et à l'innovation. Le rapport contribuera aux efforts de l'UE pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde.

L'ECR accueille le sommet ECR Afrique

L'ECR accueille régulièrement le Sommet ECR Afrique, un événement couronné de succès qui explore les options politiques pour une relation plus forte entre l'Europe et l'Afrique. Les discussions ont mis en lumière l'influence des acteurs mondiaux sur l'Afrique et la politique UE-Afrique. Le consensus est que l'UE doit envoyer un signal fort à la Chine et à la Russie qui poursuivent leurs propres intérêts géopolitiques ayant un impact sur la souveraineté des nations africaines et la sécurité européenne.

RÉTABLIR LE BON SENS




Dobro došla Hrvatska!
Herzlich willkommen, Kroatien!
Welkom Kroatië!

SOCIAL MEDIA

www.ecrgroup.eu

ecrgroupeu

ecrgroup

ecrgroupeu